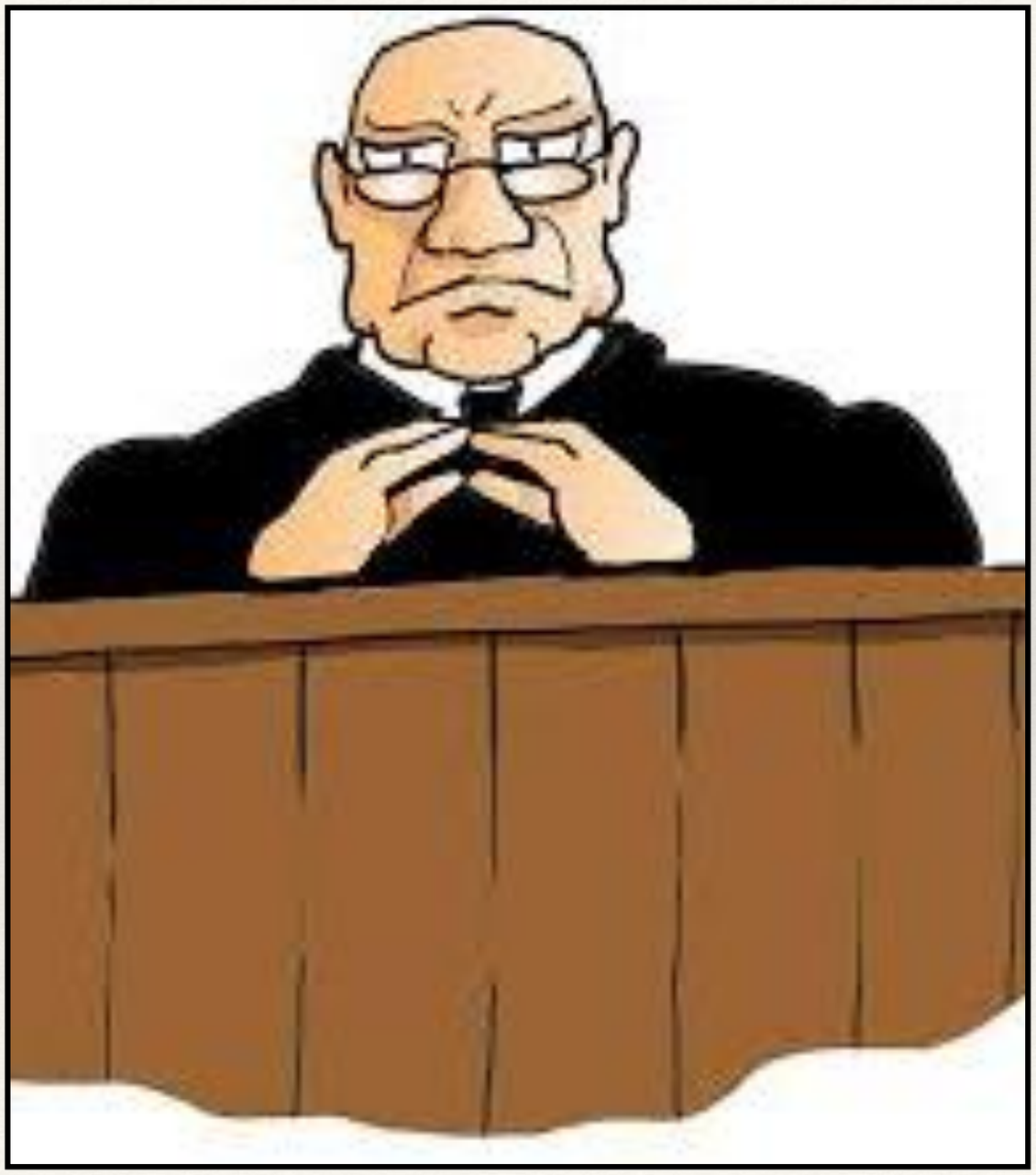
L'ACJCP

Son histoire

Les premiers jours

Selon l'ex président Bob Conroy

- **Aucun contact interprovincial**
- **Aucune formation**
- **Aucun apport national quant aux problèmes d'administration de la justice**
- **Manque d'échange d'information (salaires, pensions, installations et personnel)**
- **Absence de forum d'échange d'idées**
- **Absence de programme national d'éducation**



Le rapport Kirby de 1973

- Revue de l’administration de la Cour provinciale de l’Alberta
- Problèmes grandissants
- Distribué à plus ou moins grande échelle à travers le pays

PROBLÈMES PROBLÈMES PROBLÈMES

- Absence d'identité et de prestige
- Charge de travail inhumaine
- Employés sous-payés et surchargés
- Les juges de Cour provinciale sont identifiés comme faisant partie du département du bureau du Procureur général
- Engorgements, délais, rôles surchargés, installations inadéquates

Pendant ce temps à Terre-Neuve ....

Le Juge Lloyd Wicks travaille pendant 3 ans à la mise en place d'une organisation nationale

A débuté avec un questionnaire sur les pratiques standard, la législation, la juridiction, les salaires, le port de la toge, les politiques de transfert, etc.

L’ACJCP est créée le 4 Mai 1973 à St- John

Le Ministre de la Justice Otto Lang donne une subvention de 10 000$, du consentement de tous les procureurs généraux provinciaux; Terre-Neuve donne 9 000$. Nos capitaux de lancement !

Le Juge Wicks, premier président

- **Élaboration des buts et objectifs**
- **Ceux-ci incluent de sauvegarder l'indépendance judiciaire, mettre sur pied un programme d'éducation permanente et créer des liens entre les membres par des rencontres régionales et nationales**
- **Promouvoir la distribution des décisions des cours provinciales et territoriales et lutter pour la reconnaissance adéquate de ces mêmes tribunaux**
- **Deuxième réunion fixée à Winnipeg en 1974**

Subvention de 15 000$ du gouver-nement fédéral le 24 mai 1974

Le président Wicks

La première année

Le président Wicks voyage à travers le pays et assiste aux réunions des cours provinciales. Les effectifs augmentent.

L’Ontario demeure un observateur - refuse de se joindre à l’organisation avec des membres non judiciaires

Tenue principalement à bord du Lord Selkirk

Winnipeg 1974

Le Juge Harold Gyles devient président – il se déplace pour les réunions des membres et rencontre le ministère de la Justice à Ottawa

La présidence du juge Gyles

- **Discussion sur le lancement d'un journal, sans résultat à cause de contraintes financières**
- **Échelles salariales à partager**
- **Adoption du logo**
- **Exceptionnellement, agit à la fois comme Juge en chef de la cour provinciale du Manitoba et président de l'ACJCP**

La passation des comptes

- **Le Juge Gyles est devenu trésorier en 1975**
- **Une boîte lui est acheminée de Terre-Neuve par l'ancien trésorier**
- **Le même jour, un greffier reçoit une horloge qui est en fait une bombe, dont l'explosion le blesse sérieusement**
- **Les policiers voulaient faire exploser la boîte de documents pour s'assurer qu'elle ne contenait pas d'explosifs**
- **Le Juge Gyles a pu persuader les policiers de ne pas le faire**

St. Andrews-By-The-Sea, N.-B. 1975

Président
Joe Bérubé

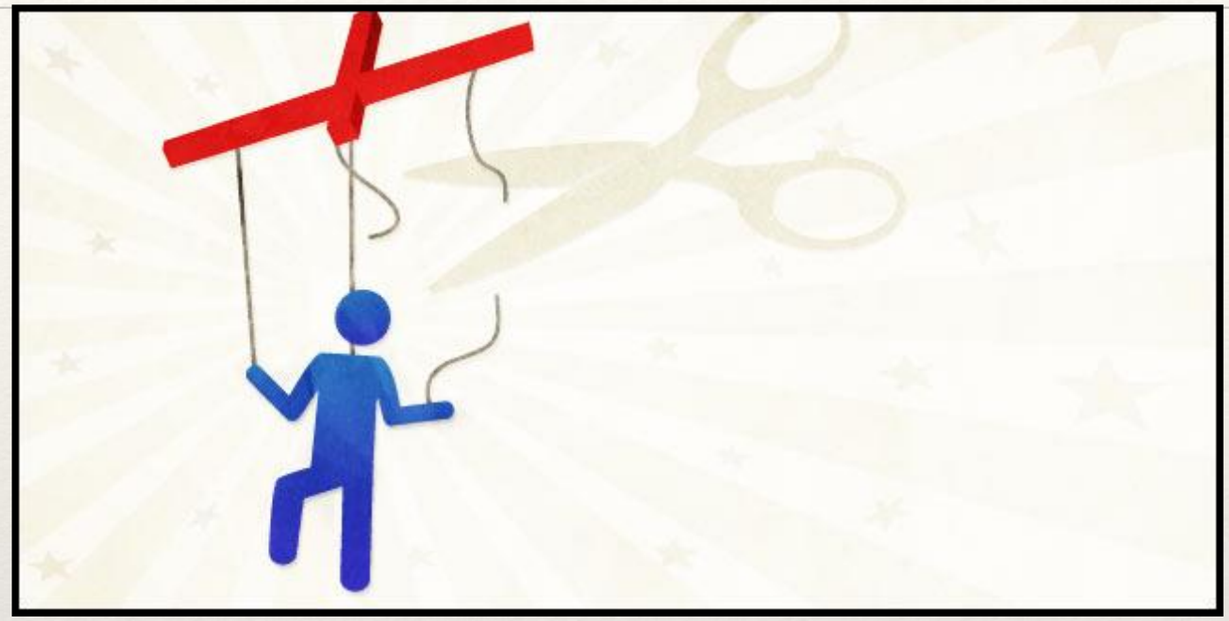
La présidence du juge Bérubé

- **Le juge Dubienski rassemble et distribue les décisions des juges des cours provinciales**
- **Reçoit l'engagement des juges de la division criminelle de l'Ontario de faire partie de l'ACJCP**
- **L'exécutif approuve le séminaire des juges de l'Atlantique, le séminaire des provinces de l'ouest et le séminaire de formation des nouveaux juges!**
- **Un comité est formé pour étudier la question des congés sabbatiques**
- **L'ACJCP recommande une cour criminelle unifiée au ministre de la Justice et Solliciteur-Général**
- **Comité sur la rémunération formé en juillet 1975**
- **En april 1976, 9 associations membres**

Il n’y aura pas de cour unifiée

Le gouvernement fédéral étudie la proposition, mais n’ira pas de l’avant sans l’approbation des juges de cour supérieure

Indépendance judiciaire



- **Mêmes récriminations à travers le pays**
- **Juges à temps partiel**
- **Interférence**
- **Nominations politiques plutôt qu’au mérite**

103
juges
présents

Vancouver 1976

Président Gordon Johnson

Il est résolu

- **Possibilité d'une assurance collective**
- **Possibilité que les dépenses engagées pour assister aux événements de l'ACJCP soient déductibles d'impôt**
- **Demande pour que la Loi électorale qui prive les juges de leur droit de vote soit amendée est rejetée**
- **Une nouvelle loi sur les jeunes contrevenants n'est pas nécessaire – il faut des ressources pour les aider!**

Points forts de 1976/1977

- **Premier Journal publié en Août**
- **Premier séminaire de formation pour les nouveaux juges en Novembre 1976 pour 10 JOURS!**
- **Résumés de décisions à être distribués, puisqu'il n'y a aucune publication des jugements des cours provinciales**
- **Les juges du Nouveau-Brunswick appellent de la décision de la Commission de lutte contre l'inflation qui décide qu'ils sont des fonctionnaires de l'État. L'ACJCP paie la moitié des coûts de l'opinion juridique et contribue au dossier**
- **La cotisation annuelle augmente de 10$ à 20$**

Thème: La salle d’audience vue de l’intérieur

Assemblée générale annuelle de 1977 à Halifax

La première femme Présidente Sandra Oxner prend la relève

La Présidence de la Juge Oxner

- **A créé dix comités pour encourager une plus grande implication**
- **A obtenu une subvention permanente du ministère de la Justice pour la formation - $50,000**
- **L'ACJCP organise des voyages d'études sur le système judiciaire canadien pour les juges du Commonwealth**
- **Organise la première conférence des juges à l'Association du Barreau canadien (ABC)**

Les plaintes fusaient à propos des références continuelles aux "juges et leurs épouses"

“Il ne s’agit pas d’un simple geste de courtoisie, mais plutôt de la reconnaissance du fait que la profession juridique n’est plus désormais l’apanage des hommes.”

–juge Nancy Morrison

Escale à Vegas …

La Présidente Oxner reçoit la subvention fédérale de 50 000$ qu'elle devait remettre à la conférence de Calgary. Une grève d'Air Canada force une escale à Vegas où le chèque est oublié dans le coffre-fort de l'hôtel, et récupéré! Heureusement, ce qui se passe à Vegas n'y reste pas toujours !

165 juges et conjoint(e)s

Calgary 1978

Le Juge Gary Cioni de l'Alberta est le nouveau président

Thème: Regard vers le futur

- **Le juge, son/sa conjoint(e) et le stress**
- **La cour criminelle unifiée**
- **Modèles de traitements pour les enfants**
- **Présence d’un représentant de l’Association des juges américains**

Résolutions

- **Appui à la cour criminelle unifiée**
- **Demande pour que le terme "magistrat" soit remplacé par "juge de cour provinciale" au *Code Criminel***
- **Création d'un comité d'étude sur les formulaires**
- **L'ACJCP s'engage à protéger l'indépendence de la magistrature provinciale et à promouvoir l'idée que les Juges ne sont pas des fonctionnaires de l'État**

À la fin de l'année 1978/79...

- **On élabore un nouveau format pour le Journal**
- **Permanence de la formation pour les nouveaux juges**
- **Rencontre des présidents et des juges en chef**
- **Plus de 500 membres**
- **Le ministre de la Justice exprime son appui en faveur d'une cour criminelle unifiée**
- **Augmentation de la juridiction et de la charge de travail des juges, résultant en des retards; des changements sont requis**

Une page sombre

L’avion transportant une équipe judiciaire vers Swan Hills, Alberta, s’écrase. Le Juge Bruce Patterson, le procureur Jurisk Radze, le greffier Jim Taylor et le pilote Gary Collar décèdent.

Le Président Chester MacDonald prend la relève

Thème: Le Tribunal dans la communauté

Charlottetown est l’hôte de la conférence de 1979

On y traite des relations entre les associations provinciales, les juges, les juges en chef, le Conseil de la magistrature et les gouvernements

RESOLUTIONS

IL EST RESOLU que l'ACJCP propose au ministre fédéral de la Justice et au Procureur Général de chaque province que le tribunal de première instance de chaque province et territoire soit le seul tribunal ayant juridiction en matière criminelle dans cette province ou territoire.

Regard sur la présidence du Juge MacDonald

- **Le ministre ontarien des services correctionnels presse la magistrature d'utiliser des peines alternatives à l'emprisonnement afin de faire diminuer la population carcérale**
- **L'étude sur la déontologie des juges est complétée – on recommande des critères semblables à ceux de la cour supérieure**
- **Rencontre avec le ministre de la Justice pour accélérer la création d'une cour criminelle unifiée**
- **La question de la structure de la cour criminelle est à l'agenda de la réunion des Procureurs généraux provinciaux**
- **Mise sur pied de cours de français pour les juges hors Québec**
- **L'ICAJ offre un support administratif à l'ACJCP pour la formation**

Le début de la présidence de Jacques Lessard

Thème: Les juges et la société d'aujourd'hui

Ville de Québec - 1980

Image révisée de la justice, le juge en tant que citoyen moderne, le juge et l'autorité publique et les juges et ceux qui comparaissent devant eux

Le conférencier Marc Lalonde, ministre de l’Énergie, sur la proposition d’une cour criminelle unifiée:

Il ne s’agit peut-être pas de la seule façon dont ces problèmes peuvent être surmontés. Ce n’est peut-être pas non plus la meilleure façon. Ç’est une proposition concrète qui semble réalisable. En tant que telle, c’est un modèle à partir duquel le gouvernement fédéral et les provinces peuvent négocier une structure judiciaire pénale plus efficace et un système de justice criminelle plus équitable pour tous les Canadiens.

Rencontre avec le ministre de la Justice Jean Chrétien

- **Voit le changement comme une augmentation des pouvoirs des provinces et territoires**
- **FERMEMENT OPPOSÉ!**
- **Entretemps, renvoi constitutionnel en Cour d'appel du Nouveau-Brunswick pour déterminer si le gouvernement fédéral a le pouvoir de conférer une juridiction aux tribunaux provinciaux à leur demande**
- **L'opposition se fait sentir un peu partout**

Conférence de Toronto 1981 – 400 juges!

Le Président Robert Hutton

La présidence du juge Hutton

- **Rencontre les autorités fiscales au sujet des limites des déductions pour contributions aux fonds de retraite**

- **L’exécutif décide de collaborer avec l’ICAJ pour former le Collège Judiciaire Canadien**
- **Condition: ne pas éliminer les rencontres provinciales relatives aux besoins regionaux**
- **La *Charte* entre en vigueur le 17 Avril 1982**

Le Role du juge dans les années ’80

Président Bob Conroy

Saskatoon 1982

Discussions sur la *Charte des droits et libertés*

Les points forts de 1982/83

- **On demande pour la première fois aux juges en chef d'envoyer des juges d'expérience au Séminaire de formation des nouveaux juges pour transmettre leur expertise**
- **À Saskatoon, le juge en chef Barry Stuart indique que quelque chose doit être fait relativement à l'indépendance judiciaire. Il devient président du comité.**
- **Le ministère de la Justice donne 60 500 $ à l'ACJCP pour fins de formation**
- **La cotisation est augmentée à 50 $**
- **Le juge en chef McEachern, au nom de la cour supérieure, se dit d'accord avec une juridiction concurrente en toutes matières, sauf pour meurtre et trahison**

La question cruciale de l'indépendance judiciaire - 1983

- **Un juge est-il dépendant du gouvernement pour des questions salariales, de personnel et d'équipement, le rendant susceptible de subir des pressions de la Couronne?**
- **Une telle dépendance est possiblement perçue par l'administration**

L’ACJCP parraine la conférence mondiale sur l’indépendance de la justice à Montréal

Juges et avocats de 34 pays rédigent un projet sur les standards minimum de l’indépendance judiciaire à être présentés aux Nations Unies

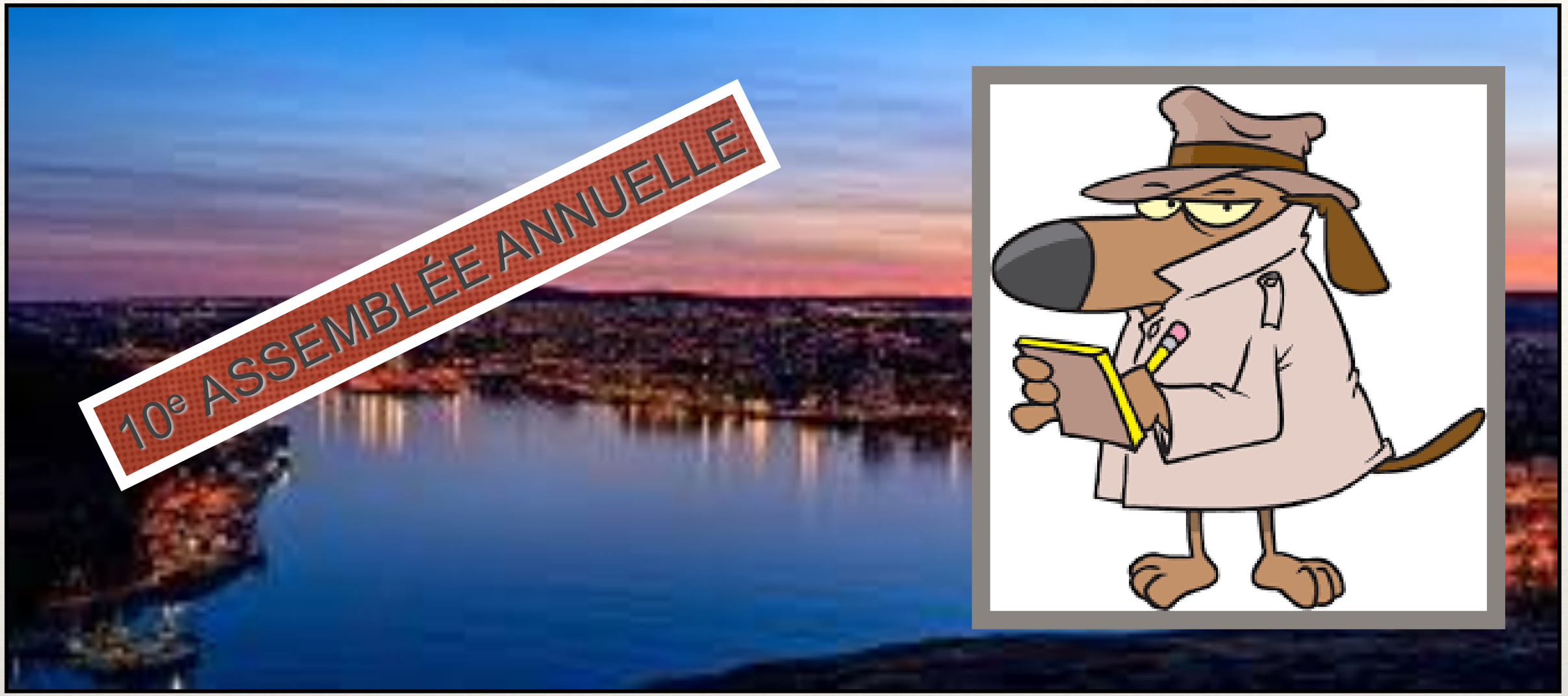
Président James Slaven

Yellowknife 1983

Perspectives alternatives sur la justice, voyages de pêche, ragoût de caribou, tours d'hélicoptère et visite d'une mine d'or

Développements

- **L’ACJCP est autorisée à demander la permission d’intervenir dans l’affaire *Valente* en Cour suprême "dans le seul but de plaider sur la question des limites et de l’étendue de l’indépendance judiciaire au sens de la *Charte des droits et libertés*".**
- **La demande est rejetée sans motifs le 17 octobre 1983**



La publicité: L’essence de la justice

St. John's 1984

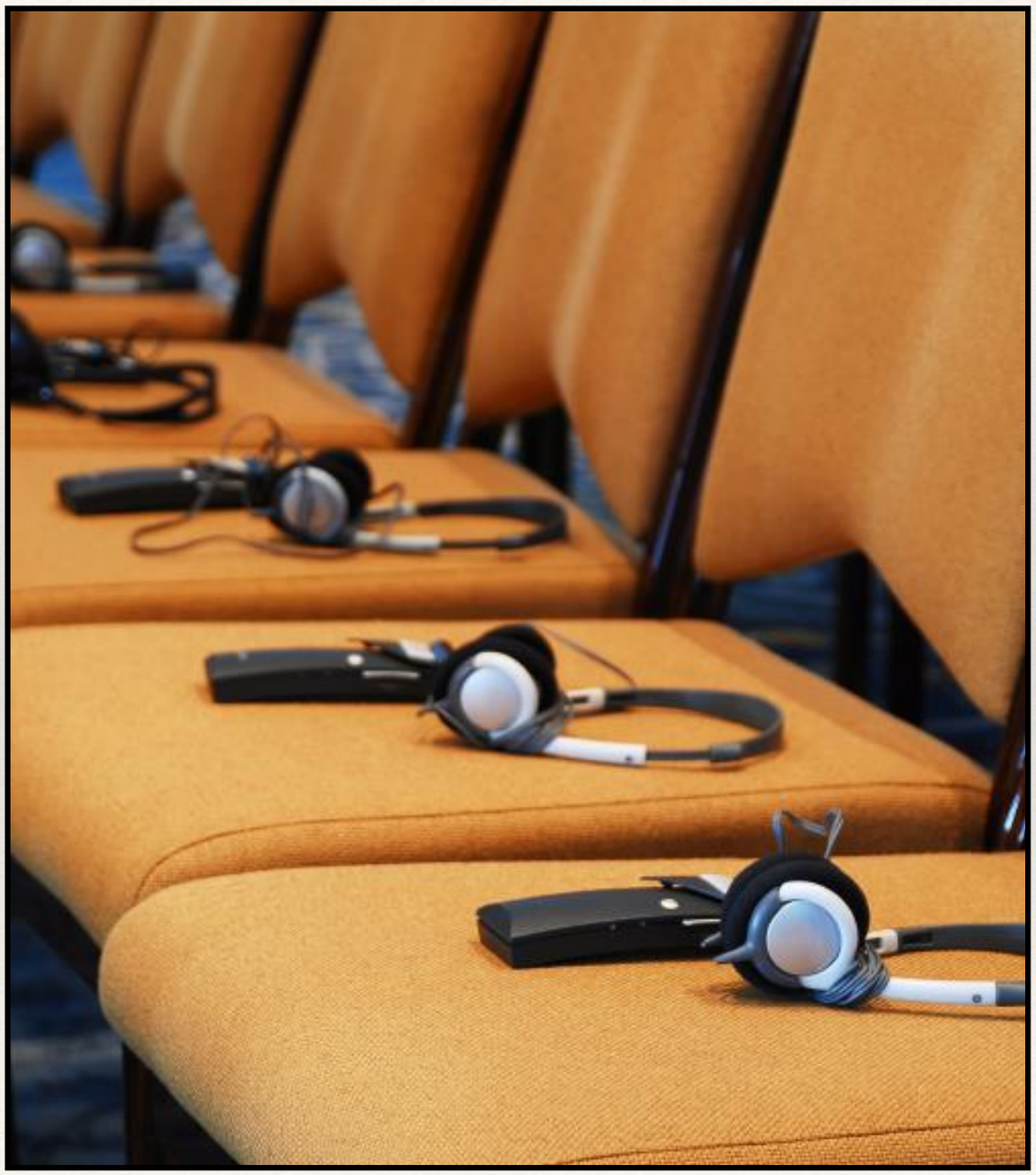
100 juges & 60 conjoint(e)s

Consensus quant au fait que les caméras dans les salles de cour sont inappropriées

Président Edward Langdon

L’ère du président Langdon

- **Problématique de l’accès à la formation pour les juges de l’Ouest. Devrait-il y avoir plus de nouveaux juges?**
- **Les juges du Québec demandent la traduction simultanée au séminaire de formation des nouveaux juges**
- **Rencontre avec le ministre de la Justice John Crosbie**
- **Informe de son intérêt quant à l'INM en tant que partenaire égal**
- **Salaires les plus élevés dans les TNO - 73 690 $**
- **La proposition d’une cour criminelle unifiée au Nouveau Brunswick est définitivement rejetée.**



“Tant de choses ont été mises en place depuis 1973 que plusieurs d’entre elles sont maintenant tenues pour acquises. ... la formation des nouveaux juges ... les séminaires régionaux ... les conférences annuelles ... dans chaque province et aux TNO ... une bibliothèque de dossiers de recherche ... un manuel sur les peines ... une consultation continue avec Ottawa sur la législation et l’amélioration des rapports avec les juges des cours fédérales."

–juge Bob Conroy, Journal, été 1984

La Justice est la Vérité en action

Winnipeg 1985

Président IAN DUBIENSKI

Développements de 1985

- **Les juges obtiennent le droit de vote en Ontario après le dépôt d'une action intentée par les juges des cours provinciales**
- **Le juge Davies de C.-B. refuse de siéger si son impartialité est remise en doute**
- **Le Procureur général dit qu'il paye les salaires des juges et procureurs et leur demande en conséquence d'interpréter la Charte de façon ordonnée, sensible et modérée**
- **Le Procureur Général clarifie sa position dans une lettre, promettant de ne plus intervenir**
- **Le président Dubienski est préoccupé par la disparité des salaires et avantages entre les membres des différentes juridictions en comparaison avec la cour supérieure**
- **Etablissement d'un lien formel avec l'ABC**

Témoins et victimes de crimes

Saint John, 1986

Le président Douglas Rice démissionne en tant que directeur exécutif pour devenir président après que le nouveau président désigné ait été refusé par les délégués votants

L’exécutif de l’ACJCP exprime unanimement sa préoccupation relativement à l’absence de volonté politique des gouvernements des provinces et territoires de respecter l’indépendance judiciaires des cours provinciales et territoriales et de leur accorder un traitement égal en fonction de ce principe

Naissance de l'INM

- **Le juge en chef Dickson et l'honorable John Crosbie annoncent la création de l'INM**
- **La juge Oxner, à l'époque, avait insisté sur une présidence alternant entre juges de nominations fédérale et provinciale**
- **On souhaitait que le nouvel institut soit opérationnel le 1er janvier 1987 et mette de l'avant un principe d'égalité pour tous les juges**
- **Toutes les facultés de droit au Canada offrent de loger l'INM**

Réduction de 5% dans les subventions du fédéral et d'une province – aucun préavis

Développements 1986/1987

- **Nouveau record à la formation des nouveaux juges - 60!**
- **Amendement de la Constitution pour donner un statut égal aux langues française et anglaise**
- **L'ABC supporte l'ACJCP dans ses démarches pour la cause de l'indépendance judiciaire**
- **Dû à la baisse des subventions, la cotisation augmente à 75 $**
- **Formation du comité sur la rémunération**
- **Le comité sur l'indépendance judiciaire rédige une *Loi sur les cours provinciales* unifiée*:* on fait pression pour son adoption**

CANADIAN
CHARTER OF RIGHTS
AND FREEDOMS

Le juge en tant que décideur

175 juges + 120 conjoint(e)s

Vancouver 1987

Président Kenneth Page

La Charte stimule le développement de la jurisprudence

Ce qui s’est passé en1987/88

- **On suggère que le président de l'INM soit toujours un juge de cour supérieure**
- **L’ACJCP adopte une résolution pour qu’au moins un des directeurs soit un juge de cour provinciale**
- **On demande aux juges de devenir membres de l’ABC**
- **Quatre numéros du *Journal* sont publiés**

Regard sur les années ‘90 et le futur

Halifax 1988

Président Kenneth Crowell

La sécurité des tribunaux, la conduite judiciaire et la Charte des droits

Nouvelles de 1988/89

- **Le juge McDonald (Alberta) produit le premier rapport annuel sur la rémunération**
- **Le comité du droit étudie la légalité de l'intervention des procureurs généraux dans l'administration des tribunaux**
- **Le président Page indique que la mise sur pied de l'INM est le plus important développement survenu avec le comité de la rémunération et solidifie les liens avec l'ABC**
- **Les juges des cours provinciales et territoriales peuvent utiliser le titre "honorable"**
- **Travaille à augmenter l'intérêt de la part des juges civilistes et de la jeunesse**

Pour la première fois – des juges participent à un programme d'immersion française de 4 mois

Table ronde: Vers une cour criminelle unifiée

Edmonton 1989

Président Ron Jacobson

Un juge de la Cour du Banc de la Reine d'Alberta dévoile son article à l'assemblée annuelle de l'ABC en Angleterre

Une cour unifiée serait-elle une amélioration?

Tel que suggéré par la Commission de réforme du droit

Compare la différence entre les cours provinciale et supérieure à celle existant entre un professeur à l'école élémentaire et un professeur d'université

Remarques controversées

Il refuse de s'excuser au motif qu'il ne voulait pas manquer de respect

1990 - Année Difficile!

- Le plafond fédéral sur les pensions a un impact sur les juges – on recherche une exemption
- Difficultés pour libérer un administrateur pour travailler à l'INM
- La division ontarienne de l'ABC s'oppose fortement à la cour unifiée
- L'Association du Barreau du Manitoba suggère un programme d'évaluation judiciaire – seulement pour la Cour Provinciale au Manitoba
- Le procureur général de l'Ontario met un frein à l'unification en suggérant que les juges des cours provinciales prouvent leur compétence en travaillant avec le Barreau

L’année Jacobson en 1990/1991

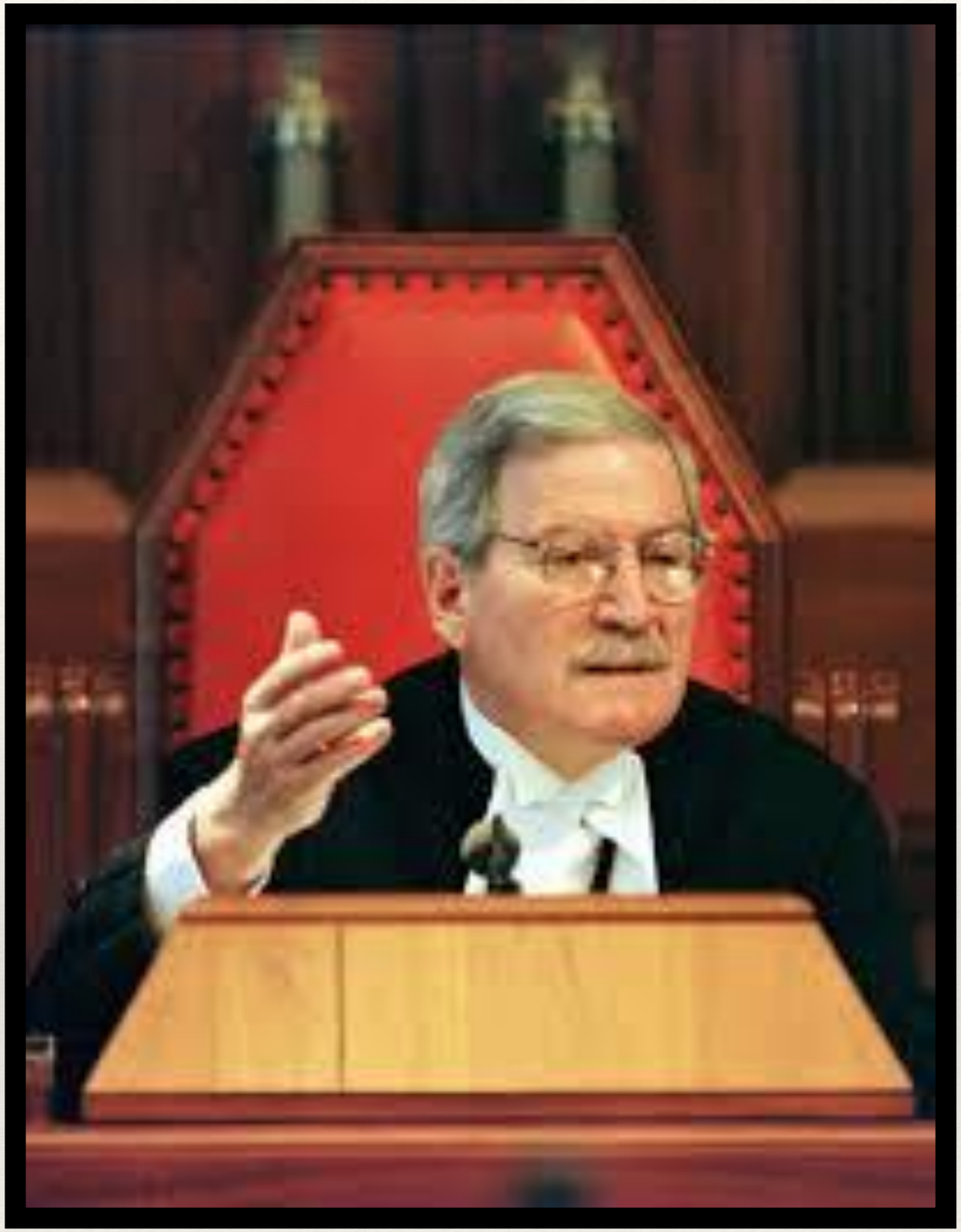
- **L’ACJCP supporte la formation permanente**
- **Beaucoup de travail à faire pour créer une relation efficace avec le fédéral**
- **Renforce les liens avec les juges en chef, l’INM et l’ABC, entre autres**
- **La tendance à l’évaluation judiciaire devrait nous rappeler de continuer à défendre l’indépendance judiciaire**
- **Rappelle que les questions de la rémunération et des ressources judiciaires sont loin d’être résolues**

Le juge au 21e siècle

Québec 1990

Président Yvon Mercier

Le juge en chef Lamer est conférencier

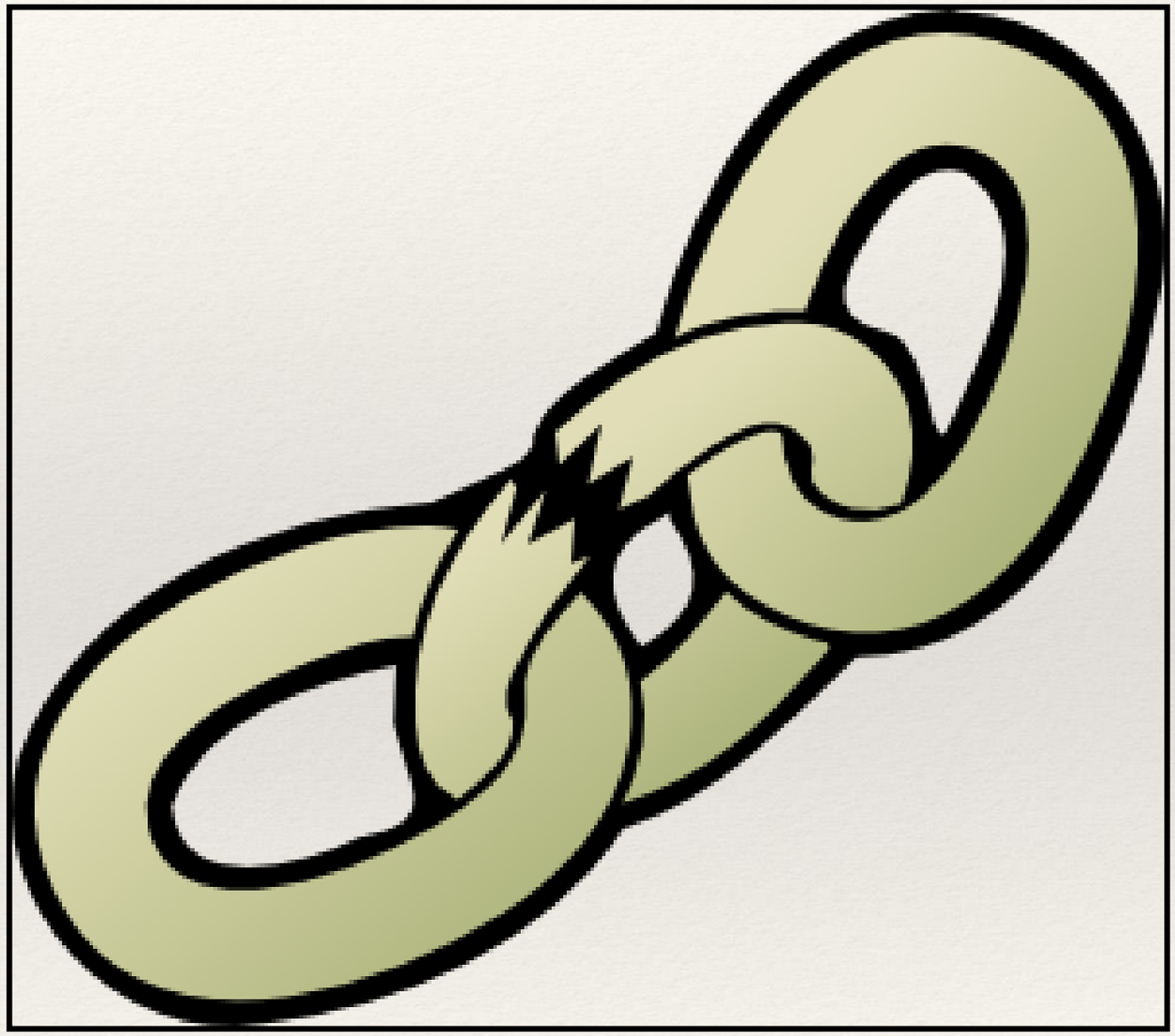


- **Recommande plus d'auditions sur les questions constitutionelles aux procès**
- **Encourage les comités de liaison magistrature/barreau**
- **L'ACJCP propose de travailler avec l'ABC et les barreaux provinciaux**

A fait de grands efforts en tant que président de l'INM pour assurer le financement pour la formation des juges des cours provinciales

Le président Mercier jette un doute sur les relations futures avec l'INM

- **Il serait peut-être préférable de s’adresser aux juges en chef pour obtenir du financement pour la formation**
- **Pas de frais de déplacement; participation faible = on en a peu pour notre argent**
- **Il pourrait arriver que l’ACJCP ne fasse plus partie de l'INM**
- **Le fédéral menace de couper les subventions - l'INM aussi a besoin d’argent**



Le « *Western Judicial Education College* » est l'hôte d'un atelier sur le droit autochtone

- **Le juge en chef Murray Sinclair est conférencier**
- **Il croit que le taux d'incarcération des autochtones va augmenter**
- **Parle de la perte des traditions et de l'impact des pensionnats**
- **Souligne que les Premières Nations voient le système de justice comme un outil d'oppression**

Les juges de cours provinciales ne participent pas à cause de problèmes de subventions

Divergences entre l'INM et l'ACJCP

- **Les deux visent à offrir une formation judiciaire de haute qualité**
- **L'ACJCP veut être un partenaire à part entière**
- **Le dédoublement des services devrait être abordé de façon conjointe**
- **L'INM encouragera l'ACJCP et demandera pour elle une assistance gouvernementale**
- **Les canaux de communications demeurent ouverts**

L'Ontario nomme 18 nouveaux juges de cour provinciale

Des juges partout !

Il y a trop de nouveaux juges pour la formation de l'ACJCP. C'est la WJEC qui forme les juges de Colombie-Britannique.

Les différences salariales s’accentuent è travers le pays

L'INM tente d’obtenir le contrôle des subventions que l’ACJCP reçoit pour la formation

Un juge est un juge est un juge

Toronto 1991

Président
Charles
Scullion

L’année Scullion

- **Diminution probable des subventions fédérales**
- **Année occupée au plan de la formation**
- **Dépôt du rapport comparatif sur les standards d’indépendance et d’impartialité**
- **L'INM planifie un programme de formation estivale de 2 semaines pour 40 juges de cour provinciale et 40 juges de cour supérieure en droit criminel, preuve et droit constitutionnel, sans juges de cour provinciale sur le conseil**
- **L’ACJCP est ferme – les juges de cour provinciale doivent être impliqués**

Le Manitoba et le Québec se retirent de l'INM

- Inquiétudes depuis des années
- Grande infrastructure

- Peu d’avantages pour les juges des cours provinciales
- La formation traditionnelle aux juges de cour provinciale est restreinte à cause d’un manque de fonds

Président Ernie Bobowski

REGINA 1992

Les sujets couvrent les conférences de règlement à l'amiable, l'évaluation de la crédibilité et l'enfant témoin - fonds excédentaires remis à l'ACJCP

Temps difficiles

- **La disparité salariale avec la cour supérieure augmente**
- **L'INM refuse le délégué de l'ACJCP**
- **Gels de salaires à certains endroits et recul au Manitoba et au Yukon**
- **Le rapport sur la rémunération suggère qu'il est peut-être temps (encore) de travailler sur un système judiciaire integré et unifié**
- **Le fédéral laisse croire à une baisse de 10% des subventions – les réduit éventuellement à 59 500 $**

Honorable

Après avoir soulevé la question de la désignation des juges des cours provinciales et territoriales comme "honorables" en 1983, le changement entre en vigueur en juin. Le consentement de chaque Procureur Général au Canada a été nécessaire, ainsi qu'une série de demandes formelles, du Secrétaire d'État jusqu'au Gouverneur Général. La ministre de la Justice Kim Campbell a piloté le dossier.

106 juges et 60 conjoint(e)s

Président Gerald Barnable

Terre-Neuve 1993

20e anniversaire

e fondateur Lloyd Wicks est présent

Froid avec le Conseil canadien des juges en chef

- **Après la réunion automnale entre les juges en chef et l'exécutif, le CCJC fait savoir que seul le président actuel, le futur président et le directeur doivent assister**
- **Les points à l'agenda doivent être annoncés à l'avance**
- **La réunion d'hiver avec le président de l'ACJCP coûte trop cher pour en valoir la peine**

Du côté positif – les relations avec l'ABC s'améliorent!

La saison du mécontentement

- **Gel de salaire ou recul dans 8 juridictions**
- **Le Manitoba réduit le nombre de juges, ferme des tribunaux et nomme des juges sans sécurité d'emploi**
- **Menace à l'indépendance**
- **L'ACJCP offre son support financier et moral au litige**

Recherche des faits, gestion du temps et stress

Winnipeg 1994

Président
Wes Swail

"J'ai souvent l'impression que les rencontres des juges des cours provinciales et territoriales de l'ACJCP ne sont pas que de simples réunions mais des occasions pour discuter stratégie et défense. A tout événement, il est clair que l'ACJCP et ses ressources n'ont jamais été aussi importantes pour les juges provinciaux et territoriaux partout au Canada."

– Président Wes Swail, Manitoba

Une histoire de rémunération judiciaire

La Saskatchewan crée un tribunal indépendant de rémunération

La décision du Tribunal est considérée trop élevée par le gouvernement

Le Tribunal refuse de modifier sa décision quand on le lui demande

Le gouvernement abroge la loi et dicte les salaires

L'ACJCP fournit 10 000 $ pour le litige

18 présidents de comités contre 5 en 1978

Tempête à l'horizon

- **L'ACJCP n'est pas invitée à la rencontre hivernale du CCJC**
- **On requiert un agenda et des attentes claires**
- **Mentalité de confrontation, l'un contre l'autre**
- **Le président Swail detaille les questions d'intérêt commun dans une lettre**
- **Une 2e demande de renvoi est déposée par l'Ile du Principe Edouard, le dossier du Manitoba est en cours, la Saskatchewan enlève leurs droits aux juges - résultant en un recours judiciaire**

Le Juge Sopinka et le professeur Thomas Cromwell conférenciers

Président James McNamee

Moncton 1995

Le rôle du juge dans la communauté, les commentaires des medias et l'indépendance judiciaire ainsi que l'imputabilité sont les sujets couverts

Nouvelles de 1995/1996

- **Le comité conjoint se bat avec la Cour supérieure quant à la mise en place d'un procédé indépendant sur la rémunération judiciaire**
- **On s'attend à ce que l'augmentation des infractions hybrides augmente la charge de travail de la cour provinciale**
- **Les travaux progressent sur un projet de Code de déontologie – quelques juges en chef résistent**
- **Les juges en chef sont choqués que l'ACJCP ait rencontré les autorités de la justice sans eux**
- **L'ACJCP réclame un statut d'intervenant dans un dossier en Cour suprême; les juges en chef veulent commenter le mémoire avant**
- **L'ACJCP continue d'espérer une cour criminelle unifiée**
- **Quelques juges en chef sont enclins à travailler avec l'ACJCP, d'autres pas**

Vancouver 1996

Présidente
Ann
Rounthwaite

L'ACJCP intervient dans le renvoi de l'IPE en Cour suprême en Decembre 96

Roles and Responsibilities!

L'ACJCP est invitée à la réunion hivernale des juges en chef - sans limite de temps; bonne volonté evidente

La présidente Rounthwaite transmet aux juges en chef les recommandations des rapports Schmeiser et McConnell : <u>L'indépendance des juges de Cour Provinciale : une question de confiance</u> :

L'ACJCP devrait prendre l'initiative d'élaborer un projet uniforme sur les devoirs et responsabilités des juges en chef, compatible avec les principes de l'indépendance judiciaire.

MAIS ...

- Plusieurs juges en chef étaient fermement opposés à une résolution relative à une déclaration uniforme des devoirs des juges en chef
- Aucun juge en chef ne s'y est montré favorable
- Des sous-ministres sont approchés par le comité – Les juges en chef sont surpris et embarrassés; AUCUNE COOPÉRATION pour le projet
- La présidente consent à réviser la resolution mais menace de démissionner si le dossier n'avance pas
- Des excuses formelles sont transmises aux juges en chef après la réunion d'avril

Point chaud

- Les excuses étaient relatives au libellé de la résolution originale
- On les invite à participer à la modification et suggère qu'un juge en chef fasse partie du sous-comité
- On suggère que le CCJC nomme un universitaire pour étudier le rôle des juges en chef
- L'ACJCP s'inquiète de la détérioration des relations entre elle et les associations des juges en chef, particulièrement au Manitoba, à Terre-Neuve et en Alberta

Les autres événements :

- **Le commissaire fédéral aux affaires judiciaires Goulard s'avère un allié loyal**
- **Le réseau Judicom est accessibles aux membres de l'ACJCP**
- **A proposé que les subventions fédérales pour les juges de cour provinciale transitent par lui**
- **M. Goulard s'est montré accommodant et compréhensif durant ces jours les plus sombres de l'histoire de l'ACJCP**
- **Les juges en chef s'engagent à ce qu'un certain nombre d'entre eux assistent à la formation des nouveaux juges**
- **L'ABC crée le Forum des juges**

Le jugement de la Cour suprême sur la rémunération des juges est rendu

Un comité indépendant est nécessaire - non contraignant; repose sur la bonne foi

Halifax 1997

Président Patrick Curran

Développements en 1997/98

- **Discussion sur la formation par internet – cours ainsi offert sur la preuve en matière criminelle obtient un vif succès (malgré le manque d'accès à des ordinateurs)**
- **l'INM refuse le candidat de l'ACJCP préférant un représentant des provinces atlantiques**
- **Le bureau de M. Goulard a assumé les frais de traduction en 1997 mais informe qu'il ne pourra le faire en 1998! Panique!**
- **Nouvelle audience en cour Suprême dans le dossier de l'indépendance judiciaire**
- **Table ronde sur le sujet**
- **L'exécutif rencontre le CCJC – bonne volonté évidente; alliés plutôt qu'adversaires**

Perspectives passées et futures - Présidente Cheryl Daniel

Calgary 1998

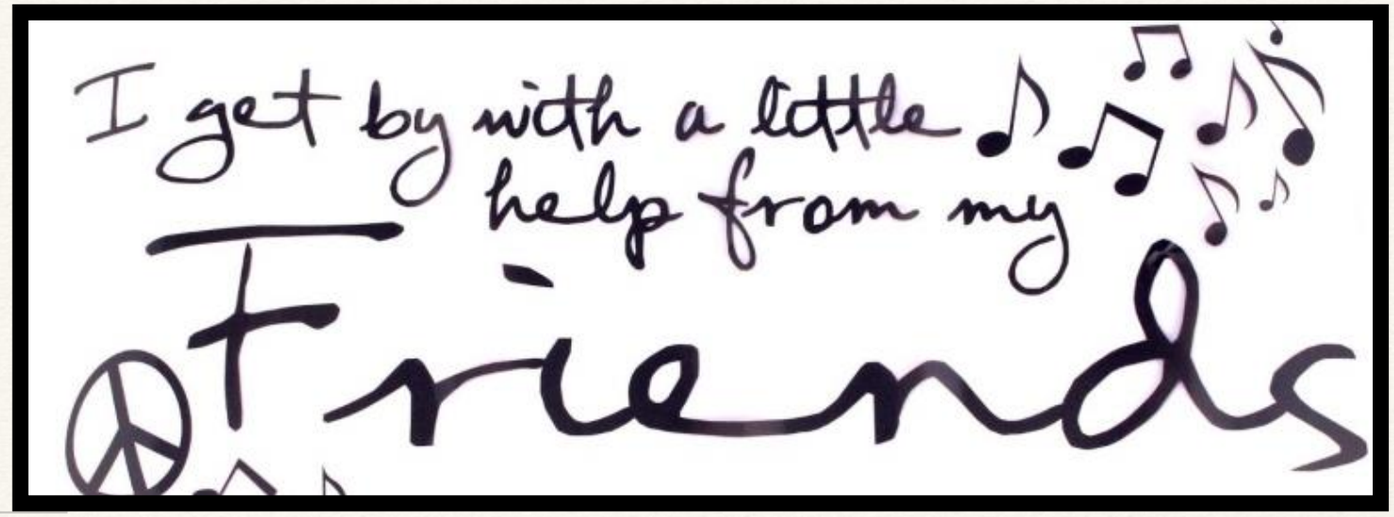
Évolution remarquable du rôle et de la compétence des juges – qui sont maintenant l'épine dorsale du système judiciaire

207 juges et 127 conjoint(e)s

Nouveaux défis pour l'ACJCP

- **Le gouvernement fédéral demande un plan avant d'accorder une subvention**
- **Un rapport de 50 pages est préparé**
- **M. Goulard informe qu'il n'y aura pas de subvention fédérale pour les juges des cours provinciales!**
- **Une crise après l'autre …**
- **Les médias regorgent de commentaires négatifs sur la magistrature**
- **Les présidents des comités sur la conférence de Québec et l'éducation démissionnent quand le conseil judiciaire ignore les besoins de ACJCP – éventuellement réglé !**

L’APPUI DE L’ABC



- **Aide pour préparer le plan**
- **Défend la magistrature dans les médias**
- **Appuie les demandes de subventions**
- **Sert d’agent de liaison avec d’autres organismes**

"Les juges des cours provinciales n'avaient pas le même accès aux programmes de formation, malgré le fait qu'ils étaient en charge de 90 à 98% des dossiers criminels au pays. Il s'agissait d'une grossière injustice et je l'ai subie comme une insulte personnelle au nom de chacun des juges de cour provinciale à travers le pays ... Nous étions heureux de nos nouvelles juridictions mais .. nous avions besoin de formation pour gérer les nouvelles juridictions et procédures. ... Nos plaintes...sont tombées dans l'oreille d'un sourd. "

–présidente Cheryl Daniel

Le rôle du juge en chef

Friction entre certaines associations et leurs juges en chef

Le comité sur l'étude du rôle des juges en chef obtient une subvention des fondations juridiques

Le professeur Carl Baar, recommandé par le CCJC, est approuvé par l'ACJCP

La présence de nouveaux juges en chef augure bien pour les présentes relations

La question de la rémunération domine en 1999

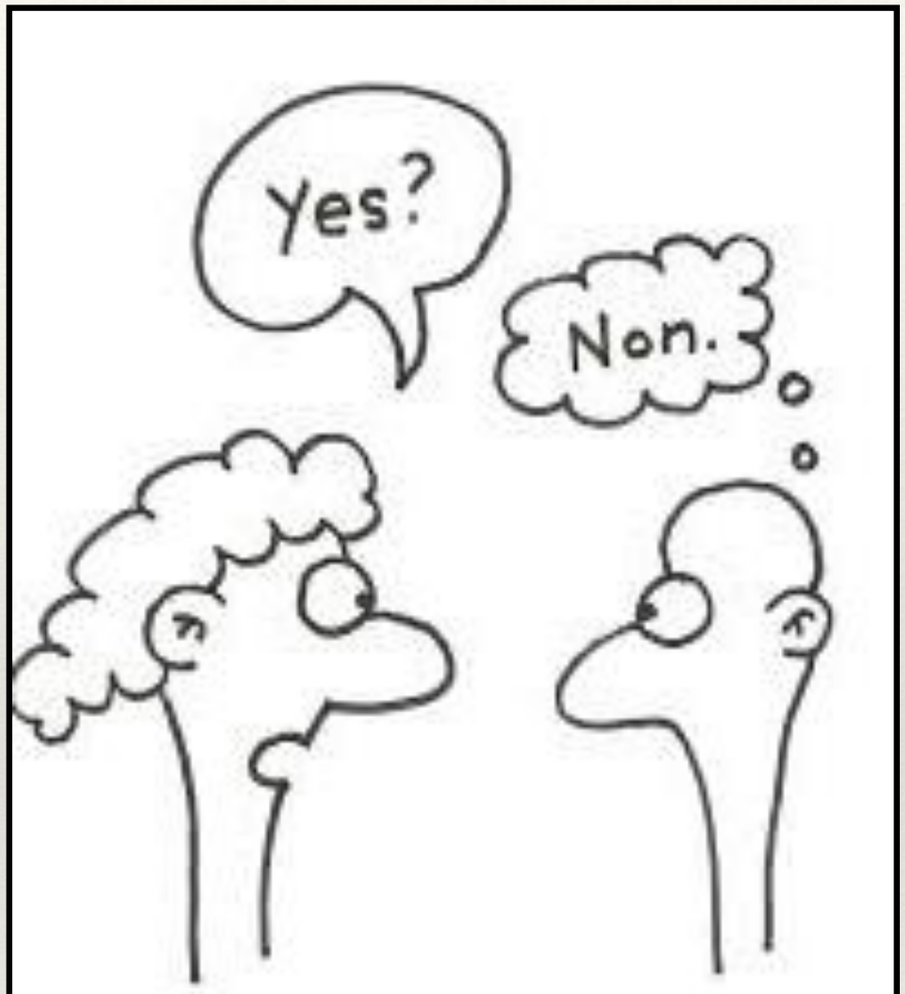
- **La demande d'autorisation de pourvoi des juges de C.-B. est refusée par la Cour suprême**
- **Les tribunaux albertains décident que le gouvernement n'avait pas de raison de rejeter le rapport du comité – le gouvernement demande un sursis**
- **Le N.-B. pense à poursuivre après le refus de mettre en place les recommandations du comité**
- **Le Manitoba refuse de considérer les recommendations et de former le comité 1996-1999 et veut aussi nommer 2 des 3 membres du comité**

Ville de Québec 1999

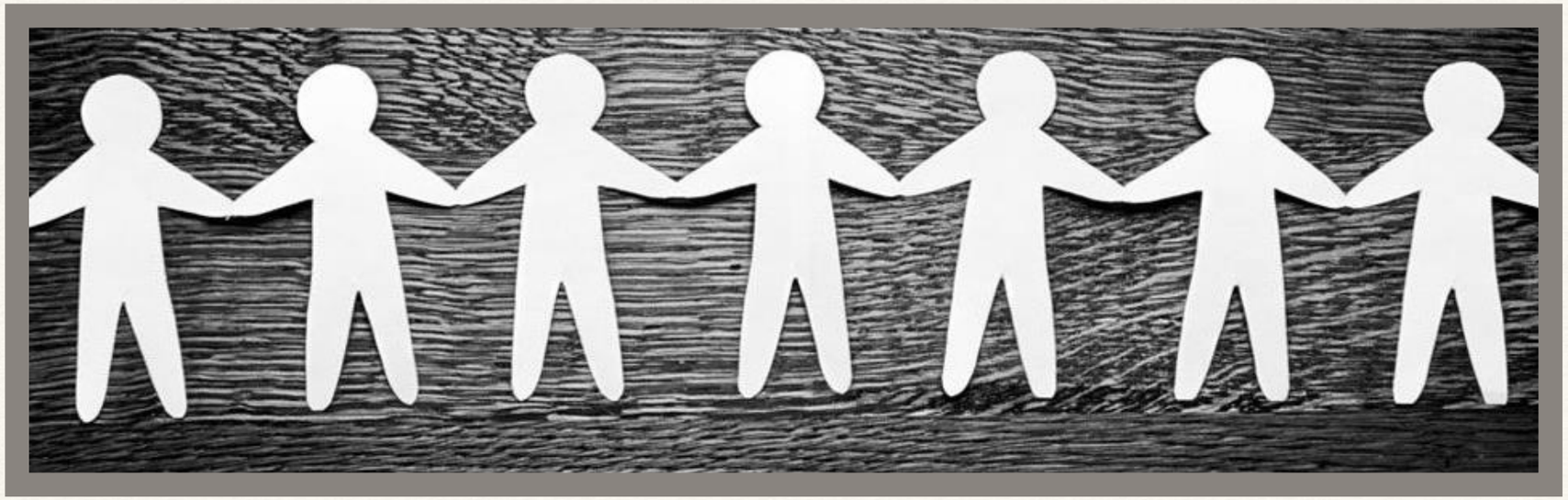
Président Legault

Qu’est-il arrivé en 1999/2000?

- **Le président Legault plaide pour une cour criminelle unifiée**
- **Soulève des inquiétudes quant à l’accès inégal à un procès bilingue**
- **Presse les membres de considérer les besoins des membres retraités**
- **Nouvelle façon de procéder: l’ACJCP soumet 3 noms au juge en chef de la cour Suprême pour le choix de son représentant à l'INM**
- **Le juge Lavoie est suggéré et accepté**
- **Les juges du Québec poursuivent pour non-application des recommandation du comité**



Le président Legault encourage la collaboration avec le CCJC sur des projets commun si possible



“...nos collègues au Manitoba et à Terre-Neuve n’ont pas encore eu le bénéfice de présenter leurs revendications dans le cadre d’un processus efficace, objectif et indépendant. La solidarité de leurs collègues à travers le pays leur est acquise.”

–Président Legault

Présidente Katie McGowan

Ottawa 2000

La démocratie à l’oeuvre: visites de la Cour suprême et du Parlement

2000/2001 – LES PROBLÈMES CONTINUENT

- **Litiges entre la magistrature et les gouvernements dans différentes juridictions**
- **Les rapports des comités sont ignorés**
- **Situation tendue à travers le pays**
- **Tensions au CCJC quant aux rôles et responsabilités des juges en chef – Le CCJC refuse que l'ACJCP procède avec le Rapport Baar, ce dernier n'ayant pas respecté les délais**

Un nouveau professeur doit être trouvé pour terminer le projet relatif aux juges en chef

Rebâtir les ponts avec le CCJC

- **Le président McGowan réitère l'accord à travailler sur des projets communs**
- **Un sentiment de confiance et de collégialité se développe**
- **Point tournant dans la relation ACJCP/CCJC**

“L’ACJCP est la plus importante voix of de la magistrature au Canada. Sans elle, je suis convaincu que les progrès sur l’indépendance judiciaire et le développement judiciaire de la dernière décennie ne seraient tout simplement pas survenus.”

–Président McGowan

Rencontre de l’exécutif le 11 septembre 2001. Attaques terroristes aux États-Unis. La rencontre est annulée et une petite assemblée générale annuelle est tenue.

Les procès dans l’avenir

Saskatoon 2001

Le président Bert Lavoie prend la relève. L’ACJCP adopte une résolution condamnant les attaques terroristes contre le peuple américain et leurs institutions démocratiques.

L’ANNÉE 2001/2002

Le ministre de la Justice Cauchon contribue à doubler la subvention à l’ACJCP à 100 000 $

Le projet sur les juges en chef reprend – Le professeur Peter McCormick est choisi

Le comité sur la rémunération est très actif

L’ACJCP participe au Symposium sur les procès dans l’avenir

Le site Web est révisé

Rencontre conjointe avec l’Association des juges des cours supérieures

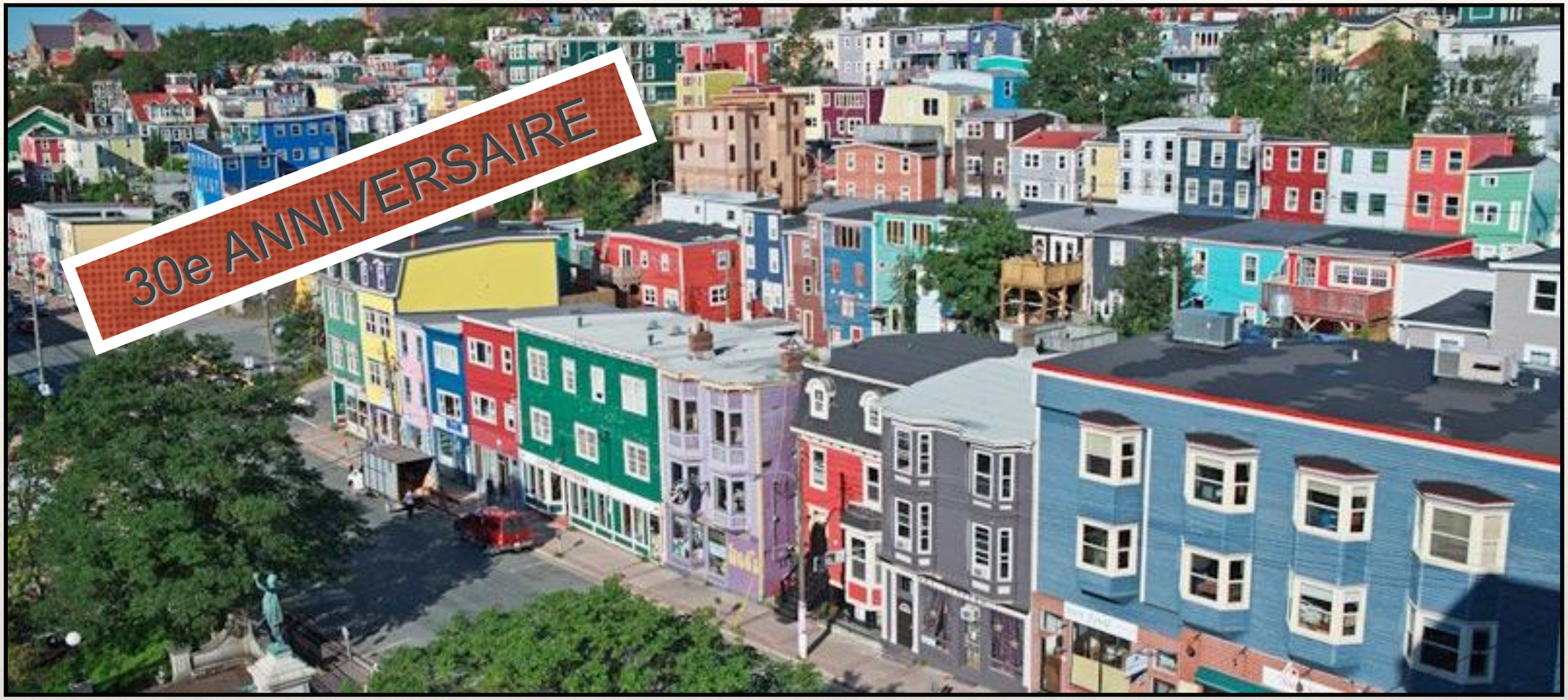
Présidente Nancy Orr

Charlottetown 2002

Offrir un procès équitable

ANNÉE CALME (mais productive!)

- **Formation du comité sur la restructuration**
- **Focus sur la formation: la présidente Orr dit que "la formation est aussi essentielle au juge que l'oxygène pour la vie."**
- **Sur le coût des litiges – la présidente s'inquiète de devenir l'organisme d'une seule cause**
- **Surcharge de 200 $ pour financer l'intervention dans *Bodner* en Cour suprême**



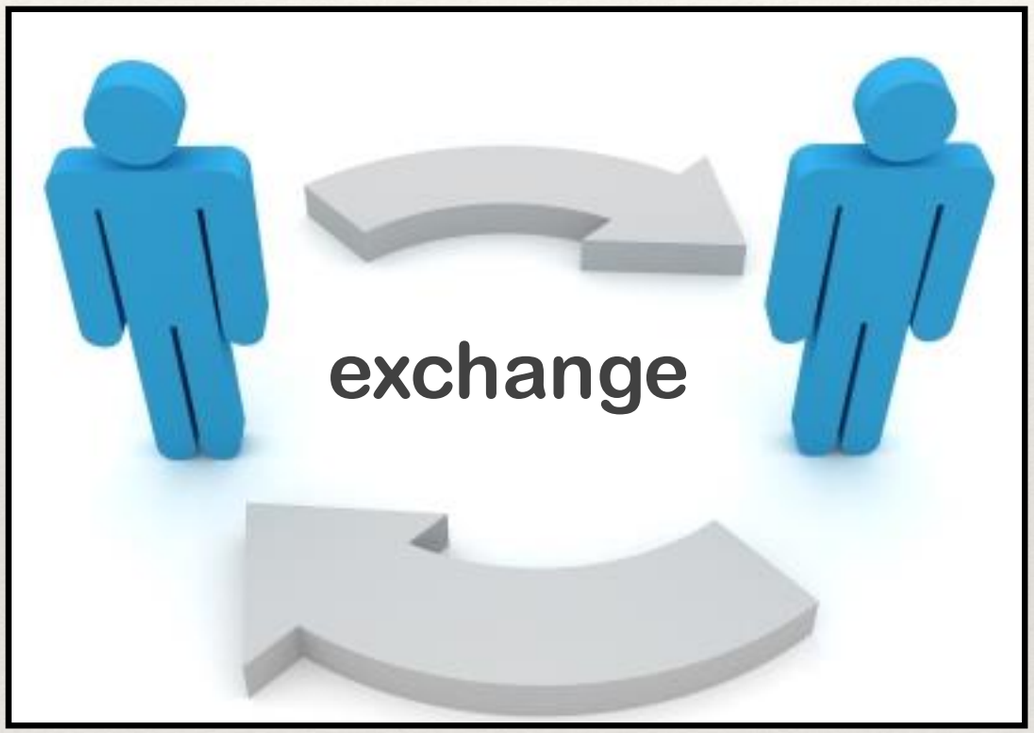
Président Robert Hyslop

St. John 2003

Juger dans le nouveau millénaire

Le premier président de l'ACJCP, le juge Wicks, est conférencier

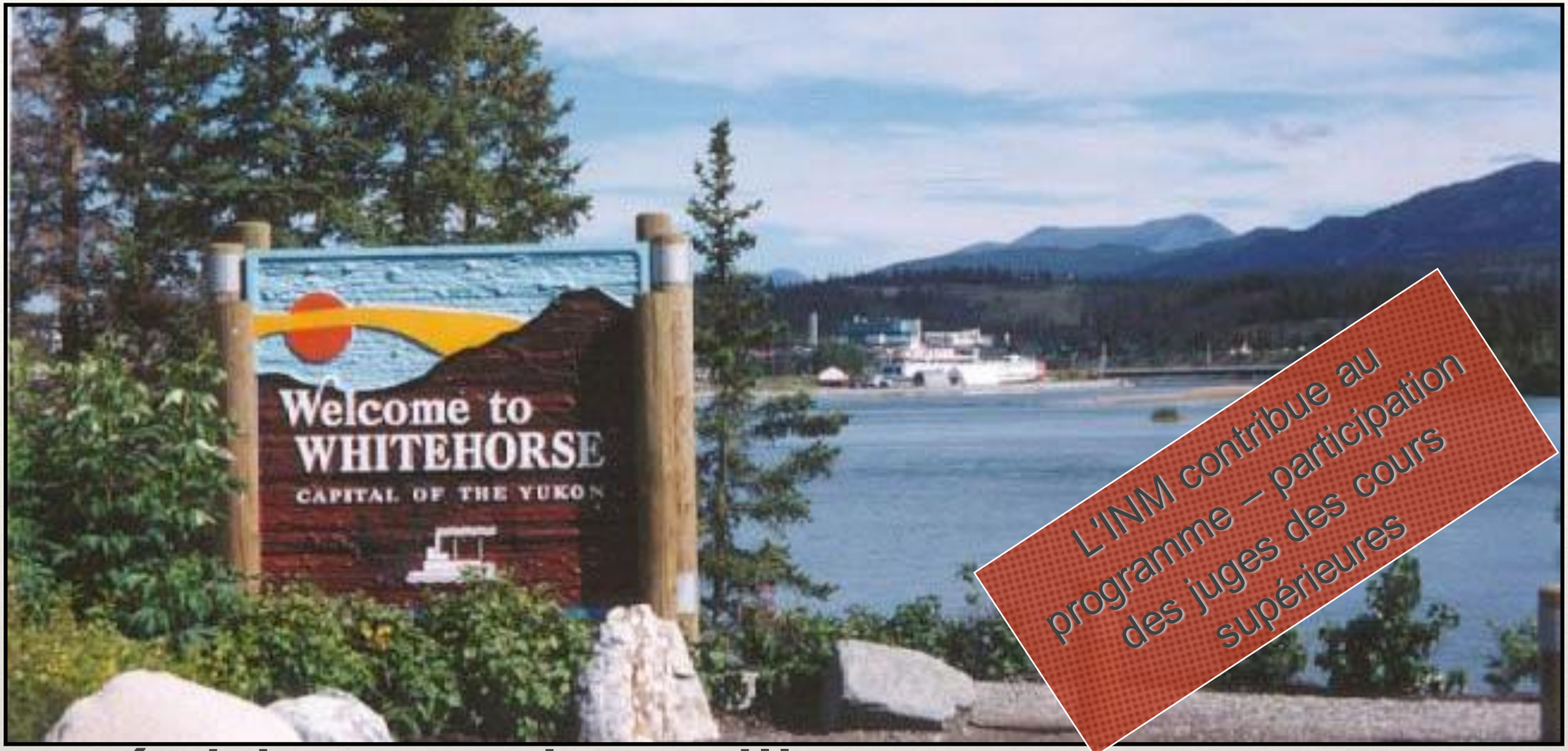
L’année du président Hyslop



- **Préparation pour l’intervention dans *Bodner***
- **Formation du comité égalité et diversité**
- **Le ministre de la Justice est hésitant sur la possibilité d’utiliser le titre "honorable" à la retraite**
- **Rédaction de projets de législation sur les échanges judiciaires**

“Je n’oublierai jamais la générosité matérielle et d’esprit et le sens de l’unité démontré par les juges partout au Canada pendant nos combats pour rencontrer nos obligations financières envers nos avocats et pour poursuivre des batailles qui n’auraient jamais dû avoir lieu afin de sauvegarder l’indépendance judiciaire.”

–Président Hyslop



Président Heino Lilles

Whitehorse 2004

Améliorer les compétences judiciaires dans les dossiers de violence conjugale et d'abus

2004/2005

- **L’affaire *Bodner* est entendue en cour suprême en novembre**
- **Litiges en Alberta, au Québec, en Ontario et au Nouveau Brunswick**
- **Résultat? Les rapports des comités sont consultatifs et le test applicable à la décision du gouvernement de les rejeter est celui de la norme de rationalité**
- **Les juges à travers le pays sont déçus**
- **L’article du professeur McCormick's "*Judicial independance and judicial Governance in the Provincial Courts*" est publié**
- **En rétrospective, le président Lilles note que plusieurs des questions traitées ne sont plus d’intérêt**

Plan stratégique

- **Certains comités de l'ACJCP sont inutiles ou inefficaces**
- **C'est le temps d'y réfléchir**
- **Réflexion faite pendant 2 jours en avril 2005**
- **Un plan est mis en place pour redéfinir et remettre à jour l'organisme**

“Les cours provinciales et territoriales du Canada sont aujourd’hui bien différentes de ce qu’elles étaient il y a trente ans quand l’ACJCP a été créée. Il y a trente ans, nous venions tout juste de sortir de nos cocons de magistrats et commencé à ouvrir nos ailes en tant que cours provinciales. Aujourd’hui, en termes de nombre et de responsabilités, nous avons atteint un niveau de maturité différent. Les demandes et les attentes envers notre organisation nationale ont dramatiquement changé. Si l’ACJCP veut demeurer une organisation efficace et pertinente pour ses membres, il est impératif que nous reconnaissions et répondions à ces changements.”

–Président Heino Lilles

L’accès à la Justice dans une société diversifiée

Winnipeg 2005

Le plan du président John Guy - améliorer la communication et mettre en place des recommandations de planification stratégique

L’ACJCP, une association nationale bilingue, est vouée au maintien et à l’enrichissement d’une magistrature indépendante et informée et à la préservation de l’intégrité et du développement continu d’un système de justice canadien au bénéfice de tous.

Adoptée en septembre 2005

L’année du président Guy

2005/2006

- **Les juges militaires deviennent membres**
- **Transition à la présidence des comités**
- **Révision de la Constitution**
- **Beaucoup de travail pour la mise en œuvre du plan stratégique**

Président Irwin Lampert

Moncton 2006

La justice sous son vrai jour

« Développements récents en droit criminel : un regard irrévérencieux » attire les foules – festin de homard très apprécié!

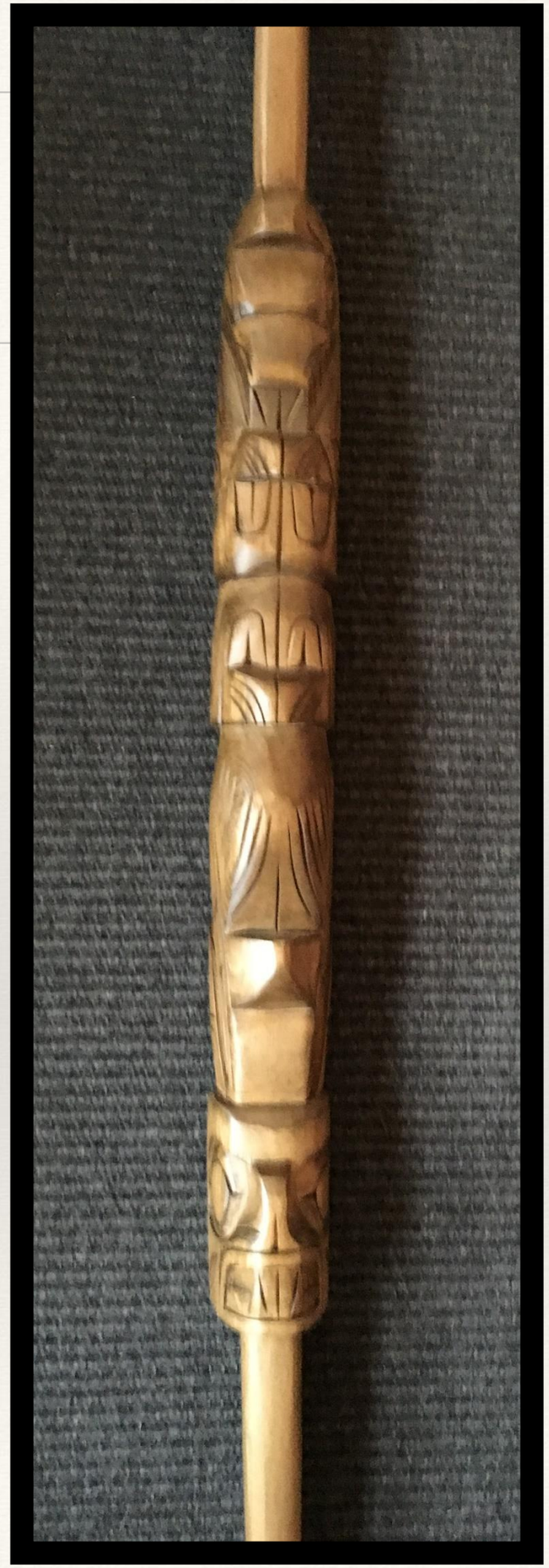
Vancouver 2007

L'EXCELLENCE judiciaire

Conjointement avec l'Association des juges américains

Le Bâton de parole

- **Presenté à la présidente Alexander par le Chef héréditaire de la Nation Sto:lo, le juge Stephen Point**
- **Pour honorer et mettre en valeur l’héritage autochtone**
- **Le bâton de parole est remis au nouveau président à chaque année**
- **"Quiconque tient le bâton de parole a entre ses mains le pouvoir des mots."**



Nouvelles de 2007/2008

- L'ACJCP participe au comité sur l'accès à la justice
- Le travail commence par un voyage d'étude en Chine
- Tentative de consultation avec les juges en chef sur leurs critères d'ethique et leurs projets d'accès à la justice
- Le fractionnement des pensions est considéré
- 20 000 $ remis au N.-B. pour l'appel à la Cour du Banc de la Reine

Président Jean-Paul Decoste

Ville de Québec 2008

Quel juge pour quelle société?

La juge en chef McLachlin parle de
"L'avenir des tribunaux dans un monde en évolution "

Nouvelles de 2008/2009

- **Conférence conjointe avec l'ABC – on presse les juges de s'inscrire**
- **L'ABC implore le gouvernement de respecter l'indépendance judiciaire et répond rapidement aux rapports**
- **Le juge Decoste représente l'ACJCP à l'assermentation du juge Cromwell**
- **Le voyage en Chine remporte un vaste succès!**
- **L'héritage du président Legault - la cotisation au Québec inclut celle de l'ACJCP; donc 100% des juges québécois sont membres de l'ACJCP!**

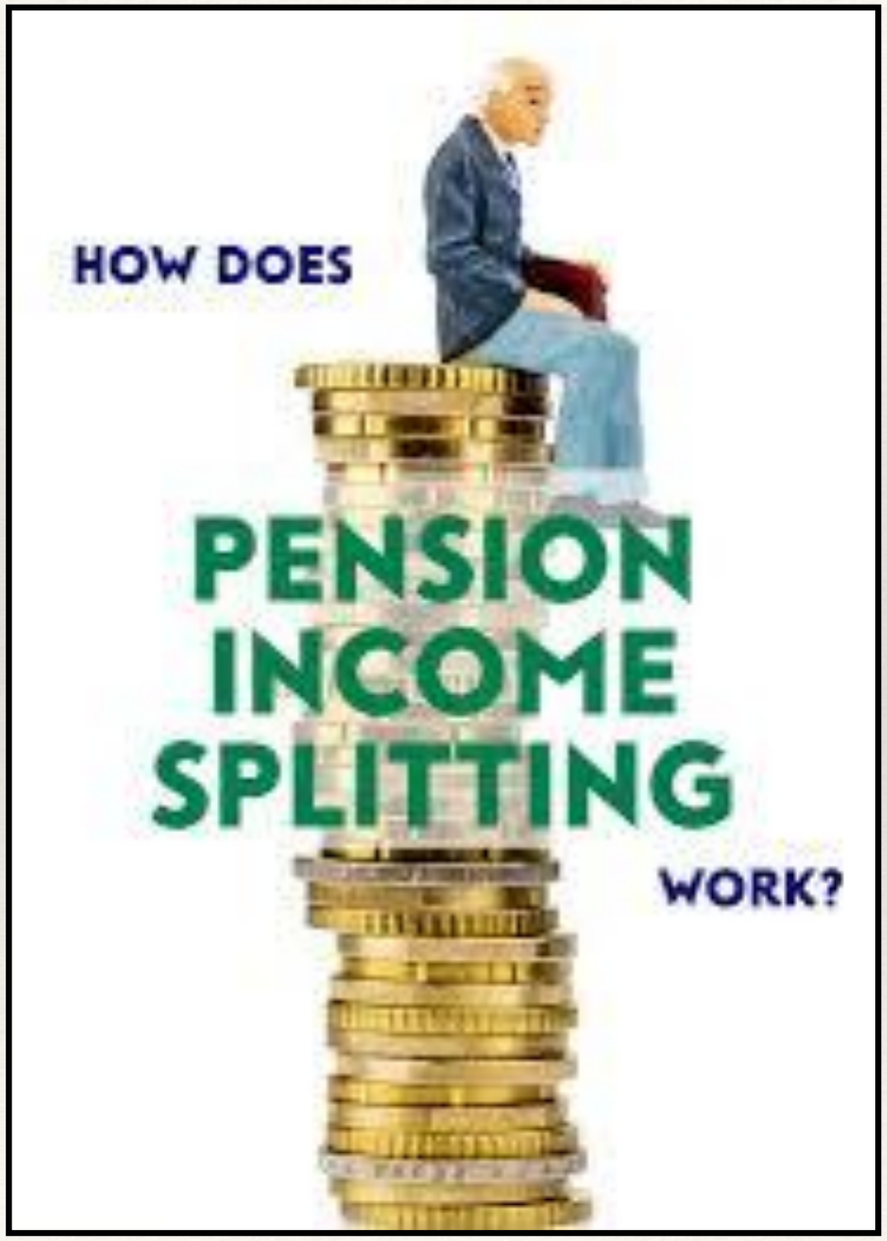
Président Gerry Meagher

Calgary 2009

L’accès à la justice – la partie non représentée

Le président Meagher dans une fusillade au Parc Heritage!

L’année 2009/2010



- L’ABC complète la base de données sur la rémunération pour assister les associations provinciales
- Le comité sur le droit travaille fort avec les modifications au Code criminel!
- La question du fractionnement des pensions est traitée différemment pour les juges des cours supérieures et provinciales – porté à l’attention du ministre de la Justice
- On requiert une étude comparative sur les pensions
- L’ACJCP demande aux membres du comité du CCJC d’élaborer des lignes directrices en matière d’ethique pour les juges de cours provinciales
- Le comité sur l’éducation rencontre le CCJC et l’ACJCP – nouvelle formation de 5 jours pour les nouveaux juges

La formation des nouveaux juges

À l'assemblée printanière de 2010, la Cour du Québec informe qu'elle ne peut libérer un juge pendant 6 semaines to diriger ce programme. La Cour a déjà libéré un juge pour travailler avec l'INM pendant 6 mois en remplacement des fonds généralement versés à l'INM. On suggère que ce juge soit assigné à la formation des nouveaux juges.

Formation en français

- **La formation en français avec les juges de cours supérieures coûte 2000 $ pour la semaine**
- **Le N.-B. développe un nouveau programme**
- **Les juges de cours supérieures sont mécontents – question d'accès à la justice**
- **Le comité tente de renverser la décision**

Président Robert Prince

Halifax 2010

« *Chart Your Course* »

163 juges & 75 conjoint(e)s

Points saillants de 2010/2011

- Voyage d'études judiciaires en Inde
- Lancement du site Web du président du Forum sur l'éducation
- L'ACJCP rencontre le ministre Flaherty sur le fractionnement des pensions
- La constitution doit refléter le mandat de commenter les questions internationales
- Première formation en français pour les juges est tenue
- La subvention fédérale de l'ACJCP est révisée - approuvée jusqu'en 2012

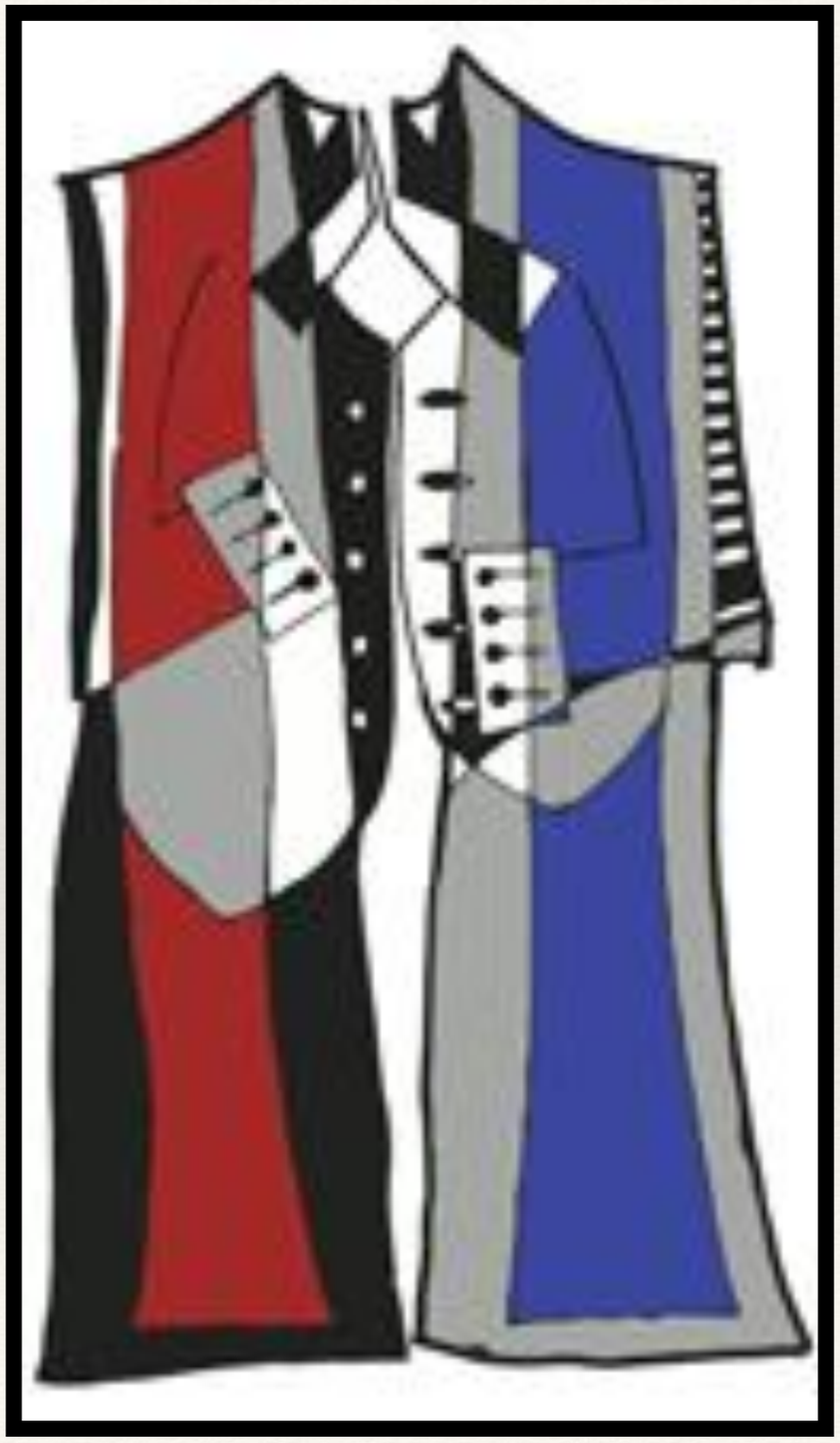
Présidente Sheila Whelan

Régina 2011

La justice réparatrice

L’année de la présidente Whelan

- **Le comité sur le droit continue de travailler intensément**
- **Litige en C.-B. et au Manitoba – Le Manitoba reçoit 15 000 $**
- **Victoire du Manitoba en cour du Banc de la Reine**
- **Création d’un nouveau logo**
- **Différentes approches sur le fractionnement des pensions – demeure problématique**
- **Voyage au Vietnam - 18 juges**
- **Le Manuel de l’ACJCP est complété**
- **Appels dans les décisions au Manitoba et au Québec**
- **Symposium sur l’indépendance judiciaire et la rémunération**
- **Proposition d’un prix sur l’accès à la justice**



Président David Stone

Toronto 2012

Juger au 21e siècle: la technologie, le changement et vous

L’année du président Stone

- **Prêt de 50 000 $ versé au Manitoba pour les assister dans leur litige**
- **La formation sur les habiletés de Niagara et le séminaire des nouveaux juges continuent d’être suivis et appréciés**
- **Le fractionnement des pensions encore soulevé – non résolu**
- **La subvention fédérale est encore octroyée**
- ***L’arrêt Bodner est appliqué***
- **40e anniversaire en 2013!!**

La juge Maria Lourdes Afiuni de la 31e "Control Court" de Caracas, Venezuala

- **A libéré un prisonnier en décembre 2009, détenu depuis 3 ans contrairement aux 2 ans de garde avant procès**
- **Arrêtée par le gouvernement pour corruption**
- **Emprisonnée, et agressée sexuellement en prison**
- **L'ACJCP transmet une lettre au président Hugo Chavez protestant contre cette attaque à l'indépendance judiciaire**

La réponse des médias vénézuéliens contrôlés par l'État?

- **L'ACJCP est un "regroupement de requins ... directement relié à l'empire américain"**
- **Les médias canadiens applaudissent à cette lettre et son message d'indépendance judiciaire**

Président Patrick Kennedy

St John 2013

L'impact de la science en salle de cour

Le prix de la justice de l'ACJCP

- **Créé pour reconnaître le mérite de personnes aux niveaux national et international qui ont amélioré le fonctionnement de l'administration de la justice dans un contexte judiciaire et communautaire**
- **Le lauréat 2014 est le juge David Orr de Terre-Neuve et Labrador**
- **Vote unanime pour le remettre à la juge Afiuni en 2014**

Développements en 2013/2014

- L'étude sur les pensions révèle un deficit projeté
- Changement – Le directeur **e**xécutif Otter **démissionne** et sa tâche est séparée entre le **s**ecrétaire et **le t**résori**e**r
- Le 9e séminaire sur le français a lieu au N.-B.
- Le ministre McKay informe que le fractionnement des pensions n'aura pas lieu
- **Le Manitoba gagne en cour d'appel – rembourse son prêt et subvention**
- **30 000$ remis à la C.-B. pour son litige**
- Formation du Comité sur l'éthique

Présidente Lee Ann Martin

Winnipeg 2014

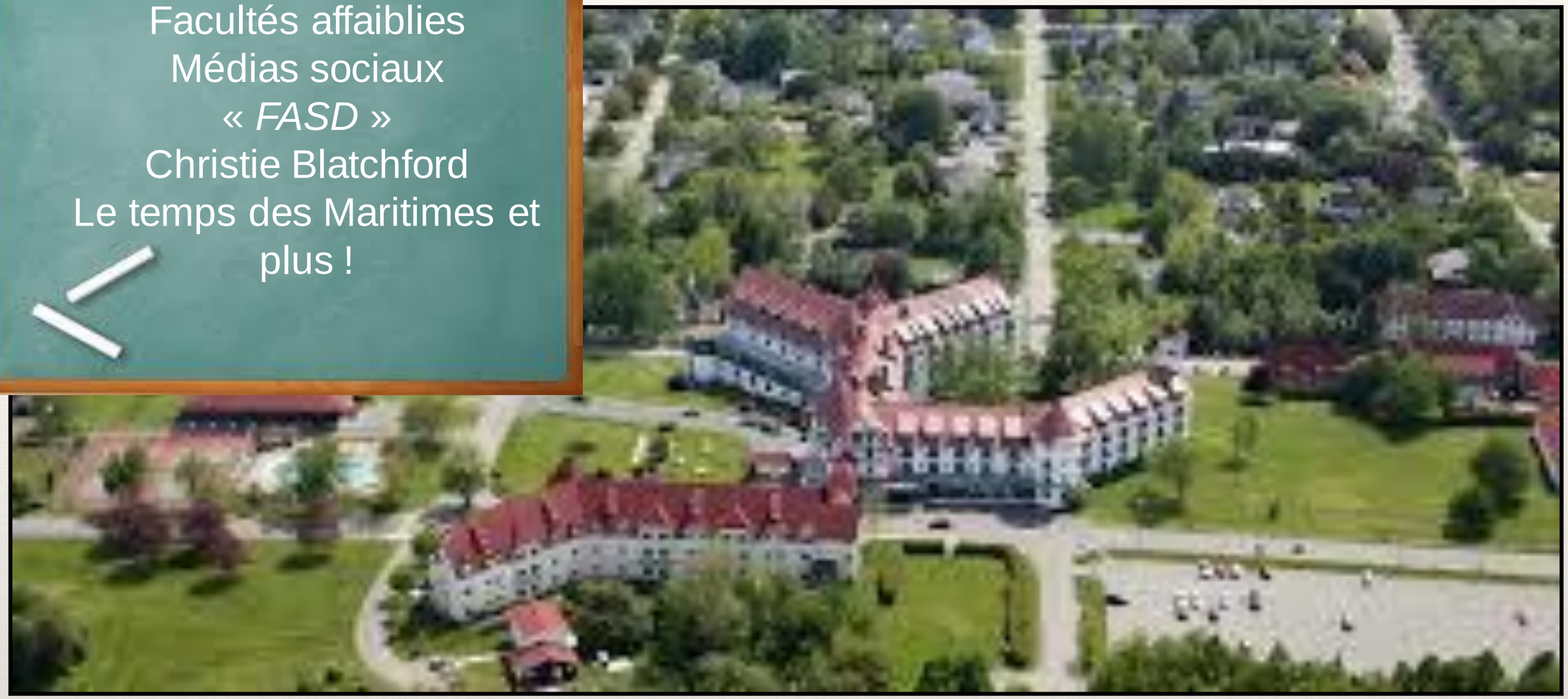
Criminaliser les problèmes sociaux: une crise des droits humains

La juge Afiuni accepte le prix de la justice décerné par l'ACJCP è partir de l'ambassade Canadienne à Caracas par vidéo conférence. Elle reçoit une ovation debout des juges canadiens dans une émouvante et mémorable présentation par la présidente Lee Ann Martin

2015

- **L’ACJCP intervient dans *Mainville* qui confirme que les juges des cours provinciales sont éligibles pour être nommés en cour supérieure et à la cour d’appel**
- **Des sujets en droit civil et de la famille sont ajoutés aux conférences pour 2016**
- **Le site Web est refait**
- **Le comité sur l’accès à la justice se penche sur des problématiques en droit criminal, civil et de la famille**
- **L’Ontario en litige relativement aux contributions aux pensions**
- **La Cour d’appel de C.-B. ordonne la mise en œuvre - appel logé**
- **Le journal de l’été 2014 titre "Juger dans le Canada rural et nordique"**
- **Un deuxième expert est retenu pour l’étude des pensions après un délai de 4 ans**

Facultés affaiblies
Médias sociaux
« *FASD* »
Christie Blatchford
Le temps des Maritimes et plus !



Président David Walker

St. Andrew's-By-The-Sea 2015

« *Catch the Tide* »

205 juges et 77 conjoints présents

Développements de 2015-2016

- Présence du président à plusieurs assemblées annuelles provinciales
- Rencontres avec la ministre de la justice fédérale, l'Hon. Jody Wilson-Raybould
- Rencontre avec la juge en Chef de la Cour suprême, l'Hon. Beverley McLachlin, dans la foulée de l'arrêt *Jordan*
- Création de la médaille d'honneur de l'ACJCP
- Refus de la demande des juges municipaux à temps partiel du Québec de devenir membres de l'ACJCP
- Amendement à la Loi sur la Cour provinciale de Nouvelle-Ecosse, supprimant le caractère contraignant des recommandations des comités de rémunération

La juge Odette Perron prend sa retraite !

Elle a été active au sein de l’ACJCP depuis 11 ans !

Président: Mayland McKimm

Vancouver 2016

Juger sur la corde raide

Conférence annuelle de Vancouver

Pour les conjoint(e)s, observation des baleines, pont suspendu Capilano, bicyclette à Stanley Park et tour historique à pied de la ville

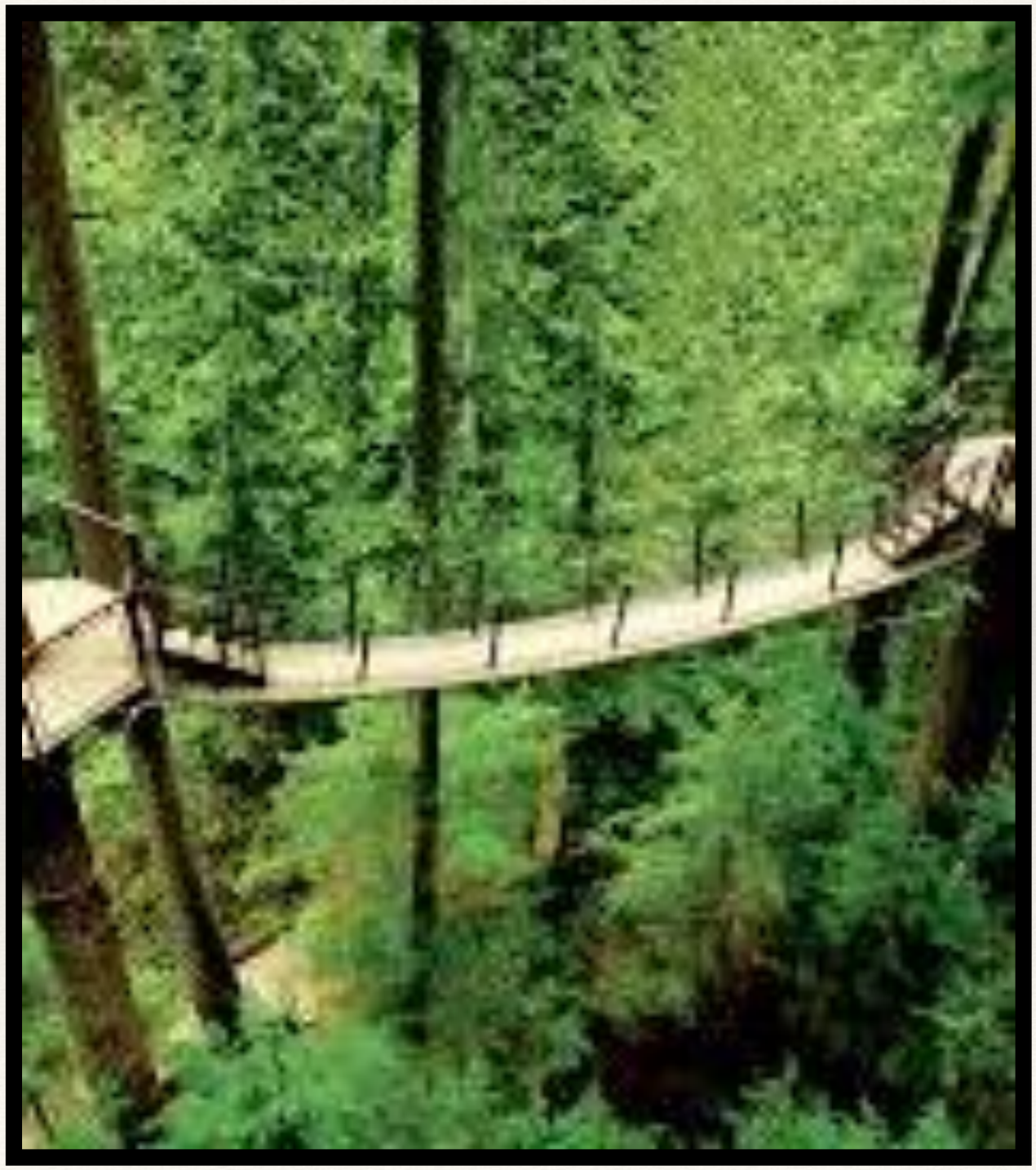
Au programme: gangs de rue, armes à feu, drogue, dépendance et violence domestique;

Le rôle de l'émotion dans la prise de décision;

Les « Freeman on the land »

Médiation aux petites créances

Les personnes non représentées



Développements de 2016-2017

- - Lancement du Comité consultatif sur l'éthique et les questions déontologiques;
- - La Cour suprême rend sa décision dans le dossier des J.P.M. le 14 octobre 2016;
- Le processus de nomination des juges à la Cour supérieure est modifié; désormais, les juges de nomination provinciale doivent remplir le formulaire détaillé;
- - La Cour supérieure du Québec conteste la juridiction civile de la Cour du Québec, quant à sa limite de 85 000 $ et à la compétence de la Division administrative et d'appel;
- - Augmentation de la cotisation de 200 $ à 300 $, à compter d'avril 2019;

Le juge Russ Otter, secrétaire et trésorier de l'ACJCP, devient le premier juge canadien à être nommé président de *l'American Judges Association*.
Il est le premier récipiendaire de la médaille de l'ACJCP.

Président: Robert D. Gorin

Charlottetown 2017

150 ans et des poussières... l'évolution du visage de nos tribunaux

Au programme de Charlottetown

- Indépendance judiciaire : les luttes menées, les défis à venir
- Sous l'effet de la drogue... légalement : coup d'œil à la science, répercussion sur les modalités de garde et de visite
- Recommandations de la Commission de vérité et réconciliation : le rôle des tribunaux dans la mise en œuvre du processus
- La menace de l'intérieur : préparer les causes concernant les Canadiens qui quittent le pays pour se joindre à des groupes terroristes ou qui préparent des attentats terroristes au Canada
- Bonne foi dans le droit des contrats

PROVINCIAL COURT

Développements de 2017-2018

- - Le gouvernement du Québec demande le renvoi du dossier relatif à la compétence de la Cour du Québec en Cour d'appel, par un décret en octobre 2017;
- - La demande de la Cour supérieure d'obtenir une provision pour frais est rejetée en avril 2018;

Président: Marco Labrie

Montréal 2018

Éthique et déontologie

Au programme de Montréal

Qu’est-ce que l’éthique ?

L’éthique judiciaire à la portée de tous

Les devoirs des juges envers les personnes sans avocats

Éthique en tête

Éthique et médias sociaux

Pour une prise de décision éthique

Résoudre les problèmes éthiques

Développements de 2018-2019

- - Le renvoi relatif à la compétence de la Cour du Québec est entendu par la Cour d’appel en novembre 2018;
- - La Conférence des juges du Québec conteste en révision judiciaire la nomination du président du Comité sur la rémunération;

Présidente: Danielle Dalton

Banff 2019

Une justice efficace dans un paysage en pleine évolution

Au programme de Banff

- L’évolution du processus de réconciliation au Canada
- L’évolution des stratégies d’accès à la justice
- L’évolution des valeurs et leur impact sur la prise de décision
- L’évolution des défis de l’éducation juridique

Développements de 2019-2020

- La Cour d'appel du Québec signe le renvoi sur la compétence de la Cour du Québec le 12 septembre 2020; toutes les parties se pourvoient à la Cour suprême.
- Elle fixe la juridiction monétaire à un montant à être fixé par le gouvernement entre 55 000 $ et 70 000 $ et confirme que la Cour du Québec a juridiction pour entendre des appels de tribunaux administratifs;
- La Cour suprême rend sa décision le 31 juillet 2020 dans les dossiers de Colombie Britannique et de Nouvelle-Écosse sur la divulgation des documents du gouvernement relatif à leur décision de ne pas retenir les recommandations du Comité de rémunération.

Banff 2019

Montreal 2019

Why aren't there handles
on doors aymore?
Wesley, it's time
I tell you about the
year 2020...
boredpanda.com

Président: Theodore K. Tax

Halifax 2020

Tracer la voie

Au programme de Halifax

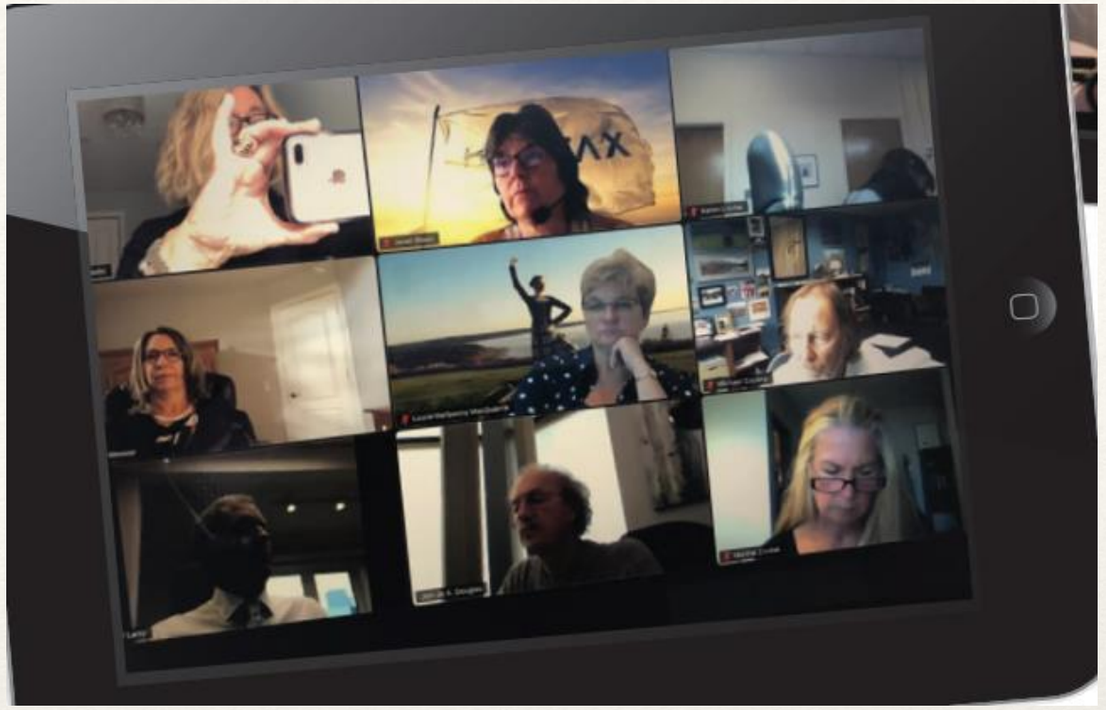
Dû à la pandémie, la conférence a dû être annulée et sera reportée à l’automne 2022.

Développements de 2020-2021

- La Cour suprême entend l'appel sur le renvoi relatif à la compétence de la Cour du Québec le 24 septembre 2020 et rend son jugement le 30 juin 2021.

- L'art. 35 C.p.c. est inconstitutionnel. Le seuil pécuniaire de la compétence attribuée à la Cour du Québec est trop élevé, lorsque considéré dans son contexte historique et institutionnel.

- La question portant sur l'application par la Cour du Québec de l'obligation de déférence judiciaire lorsqu'elle siège en appel de certaines décisions administratives ne nécessite pas de réponse, puisqu'elle est devenue théorique en raison du prononcé de l'arrêt *Vavilov*, 2019 CSC 65, ainsi que de l'entrée en vigueur de l'art. 83.1 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*.



Président: Theodore K. Tax

Saskatoon 2021

Reporté vu la pandémie ...

Développements de 2021-2022

-

Président: Theodore K. Tax

Halifax 2022

Tracer la voie

Développements de 2022-2023

- La Cour suprême entend l’appel sur le renvoi relatif à la compétence de la Cour du Québec le 24 septembre 2020.

Plus de détails disponibles dans le texte sur l'historique de la juge Cheryl Daniel - voir http://judges-juges.ca

The End

evaluation

(for now)

Préparé par la juge Christine Harapiak du Manitoba / traduit et mis à jour par la juge Céline Gervais du Québec